

LA PRESSE

YVON DESCHAMPS UN GÉANT À HAUTEUR D'HOMME

RETOUR SUR UNE CARRIÈRE
DE 50 ANS QUI A PASSÉ TROP VITE
ARTS ET SPECTACLES PAGES 1 À 4

VOYEZ ET ÉCOUTEZ YVON DESCHAMPS RACONTER
LES GRANDS MOMENTS DE SA CARRIÈRE
SUR WWW.CYBERPRESSE.CA/DESCHAMPS



Daniel Radcliffe

HARRY POTTER

UN SORCIER
EN COLÈRE!
CINÉMA PAGES 1 À 3



jazz

RACHID
TAHA
TOUT EN
ARABESQUES
JAZZ PAGES 1 ET 3



GOURMAND

LES MEILLEURES
GLACES
À LA PISTACHE
MON TOIT
PAGES 9 ET 10

Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
Sarkozy n'était pas confus après sa rencontre
avec Charest. La Cuvée des patriotes, ça ne
fesse pas comme la vodka.
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



ROZON SE VIDE LE COEUR

« GÉRALD TREMBLAY EST UN HOMME
CHARMANT. IL EST TEMPS QU'IL DEVIENNE
UN BON MAIRE! » UN TEXTE D'YVES BOISVERT EN PAGE A5

Gilbert Rozon



LIBAN SURVIVRE À L'HORREUR



PHOTO MICHÈLE OUIMET, LA PRESSE©

On imagine mal, à voir le sourire de Nadia Al-Akhras et de sa fille de 8 ans, Nour, les épreuves qu'elles ont traversées l'an dernier. Ces deux Libanaises ont passé 12 jours terrées dans le garage de leur maison en raison des bombardements israéliens. Une partie de la famille a été tuée. Michèle Ouimet est retournée sur les lieux du massacre un an plus tard. Son reportage en pages A2 et A3.

LE QUÉBEC N'A JAMAIS AUTANT BOSSÉ

LE TAUX DE CHÔMAGE
À 6,9%, UN CREUX
HISTORIQUE
LA PRESSE AFFAIRES
PAGES 1 ET 4

LE TOUR DE FRANCE 2007

POURQUOI LES COUREURS SE DOPENT?
POUR FAIRE LEUR MÉTIER,
ANALYSE PIERRE FOGLIA

AUSSI, LES ÉQUIPES, LES ÉTAPES,
LES RECORDS À BATTRE:
TOUT SUR LE TOUR
SPORTS PAGES 4 ET 5



AIR CONTAMINÉ À SAINTE-JUSTINE

17 ENFANTS CANCÉREUX SERONT TRANSFÉRÉS DE DÉPARTEMENT
À LIRE EN PAGE A8

maine en tout inclus

ch 3★ | 29 juillet

tego Beach 3 1/2★ | 29 juillet

28 juillet

4★

au Barcelo Maya Colonial Beach 5★ | 27 juillet

20 ans
Tout un monde!

LA GUERRE DU LIBAN UN AN PLUS TARD

Le 1^{er} août 2006, ces villageois fuient les bombardements israéliens à Aïtaroun, où la famille Al-Akhras fut décimée.

PHOTO SHANNON STAPLETON. ARCHIVES REUTERS

LA MORT D'ALI, D'AMIRA

La mort des Al-Akhras avait bouleversé le Québec. Cette famille montréalaise a péri sous les bombes israéliennes alors qu'elle visitait des proches au Liban. C'était le 16 juillet 2006. Notre journaliste est retournée sur les lieux un an après le drame. Elle a parlé avec des survivants de la famille restés sur place. Dans ce deuxième volet d'une série de trois, elle constate que chaque seconde de ces journées funestes restera à jamais ancrée dans les mémoires.

MICHÈLE OUIMET
ENVOYÉE SPÉCIALE

AÏTAROUN

Hussein Ali Al-Akhras a reçu le premier coup de fil vers 17h15.

«Je pense que c'est la maison de tes parents qui a été touchée, lui a dit une cousine. Je ne suis pas certaine, je suis loin, mais j'ai vu un toit se soulever puis s'écraser.»

Le deuxième coup de fil est entré deux minutes plus tard. «Viens voir le massacre! Ton oncle et les enfants sont brûlés et coupés en morceaux!»

«Il est parti en fou, raconte Nadia, la femme de Hussein Ali. Ceux qui enlevaient les corps étaient couverts de sang. Le soir, lorsqu'il est revenu, il s'est assis dans les marches, il a cogné sa tête sur les murs et il s'est mis à pleurer.»

Une bombe lancée par Israël est tombée sur la maison des Al-Akhras à Aïtaroun, dans le sud du Liban. Douze personnes sont mortes: des hommes, des femmes, des enfants, des vieux, des bébés. Huit avaient la nationalité canadienne.

Plusieurs Al-Akhras vivent à Montréal. L'annonce du massacre

d'Aïtaroun a ému les Québécois. C'était le 16 juillet 2006. Un dimanche.

Un an plus tard, la maison n'a toujours pas été reconstruite, mais le trou a été remblayé. Les débris sont là: un mélange de fer tordu et de gravats. Des mauvaises herbes ont poussé à travers les décombres.

L'air est immobile, le soleil tape dur, des gens s'interpellent en riant, quelques autos roulent doucement. La vie tranquille d'un village. Les maisons sont jolies avec leurs fleurs et leurs jardins. La plupart ont été reconstruites mais, au détour d'une rue, on aperçoit un immeuble éventré, une façade criblée de balles.

Il y a une mosquée, des champs avec des feuilles de tabac suspendues sur des cordes et le cimetière, où les 12 tombes en marbre des Al-Akhras sont alignées les unes à côté des autres. «Ça, c'est mon père; ici, c'est la femme de mon oncle, et là, ma tante, mon cousin...» énumère Hussein Ali en montrant les tombes du doigt.

Au loin, à travers les champs, la route en lacets déboule sur deux kilomètres et finit brusquement en cul-de-sac. De l'autre côté, Israël.

La guerre a été dure pour le petit village d'Aïtaroun. Quarante-trois morts, dont 12 Al-Akhras, 150 maisons rasées, 1353 touchées. Au total, note le maire Salim Mrad, le village compte 1850 maisons.



Ali Saïd Mansour a passé les 33 jours de la guerre enfermé chez lui, à Aïtaroun.

Il y a eu aussi la fuite éperdue des villageois qui ont quitté Aïtaroun bombardé par Israël pendant les 33 jours de la guerre. Certains sont morts pendant l'exode, fauchés par une bombe, mais la plupart ont trouvé refuge dans les villes du nord, Sarafand, Saïda, Beyrouth. Un grand brassage de population. Et des plaies béantes à panser.

Hussein Ali a encaissé le coup. Ses cheveux ont grisonné, ses épaules se sont légèrement voûtées. La vie continue, mais il ne

Un an plus tard, la maison n'a toujours pas été reconstruite, mais le trou a été remblayé. Les débris sont là: un mélange de fer tordu et de gravats.

peut pas oublier. «Quand je suis arrivé sur les lieux, les gens m'ont dit: «N'approche pas, c'est trop affreux!» Ma tante était en deux morceaux. Je suis retourné chez

moi et j'ai pris la caméra vidéo. Je voulais qu'on filme le massacre et qu'on le montre au monde entier.»

Il a conservé la cassette, il veut me la montrer. Il fouille dans les tablettes au-dessus du téléviseur, mais ne la trouve pas. Il l'a égarée. Elle est probablement à Montréal.

La vie dans le garage

Hussein Ali, sa femme, Nadia, et leurs deux enfants ont passé 12 jours terrés dans le garage de leur maison. Les grandes portes de tôle faisaient un bruit infernal chaque fois qu'une bombe tombait. Ils entendaient les vitres voler en éclats et les immeubles s'effondrer. Des bruits de fin du monde.

Dès le premier jour de la guerre, ils se sont installés dans le garage avec leur cousin Ali, sa femme, Amira, et leurs deux filles, âgées de 1 et 7 ans. Ils ont vite organisé leur abri de fortune: des matelas jetés par terre, un seau hygiénique, des conserves pour dîner et des bouteilles d'eau. Pendant quatre

jours, ils ont partagé leurs repas et dormi côte à côte.

Le cinquième jour, Ali, Amira et leurs filles ont décidé de quitter le garage pour se réfugier dans la maison familiale, 500 m plus loin. Plus sûr, croyaient-ils. Le lendemain, la bombe tombait. Ali, sa femme et leurs enfants sont morts.

Ali était pharmacien à Montréal. Il était venu passer un mois à Aïtaroun. Un mois de vacances. Quinze jours après son arrivée, la guerre éclatait.

Hussein Ali et Nadia ont vécu leur deuil enfermés dans le garage, oppressés par le bruit de la tôle gonflée par le souffle des bombes. Huit jours plus tard, à bout de nerfs, ils ont décidé de quitter Aïtaroun. Avec des voisins, ils ont organisé un convoi de six voitures sur lesquelles ils ont planté un drapeau canadien et un fichu blanc dans l'espoir qu'Israël les épargne.

Ils ont réussi à se rendre à Beyrouth, puis à Montréal, à bord d'un bateau canadien. Mais sans Ali, Amira et leurs enfants.

Le corps d'Ali a été rapidement déposé, mais celui d'Amira était

LA GUERRE DU LIBAN UN AN PLUS TARD



Les Al-Akhras de Montréal en deuil, en juillet de l'année dernière.

PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

ET DES FILLES



Pour Hussein Ali Al-Akhras, la vie continue à Aïtaroun, même s'il ne peut pas oublier.

profondément enfoui sous les décombres. Le maire ne voulait pas «risquer des vies pour sortir des cadavres». Il a donc fallu attendre la fin de la guerre pour que la dépouille d'Amira soit déterrée. Ils l'ont retrouvée, figée dans la mort, ses deux filles serrées dans ses bras.

Où est tout le monde?

Pendant que Hussein Ali et Nadia fuyaient sur les routes, Mamoud Saïd Hassan, 11 ans, se terrait dans un abri avec sa mère, ses grands-parents, ses oncles, ses tantes et des voisins. Au total, 45 personnes ont vécu pendant 16 jours entassées dans un trou noir d'un mètre et demi sur neuf.

Mamoud vit à Montréal-Nord. Lui aussi était venu passer ses vacances à Aïtaroun, comme Ali, sa femme et leurs enfants. Ses vacances ont tourné au cauchemar, sauf que Mamoud, lui, a survécu.

«Si tu vas à Aïtaroun, va voir l'abri où j'ai vécu pendant la guerre», m'a demandé Mamoud avant mon départ pour le Liban. Promis, lui ai-je dit. C'est l'oncle de Mamoud,

Rafik, qui m'a fait visiter l'abri. Il est situé à une centaine de mètres de la maison des grands-parents de Mamoud. Rafik a ouvert une lourde porte grillagée qui donne sur la rue. Il a descendu huit marches. Une odeur de renfermé nous a sauté à la gorge. Les matelas sont toujours là, légèrement moisiss par l'humidité.

Une routine s'est vite installée dans l'abri. Lorsqu'il y avait une accalmie, deux femmes sortaient, couraient les 100 m qui les séparaient de la maison et préparaient un repas en vitesse. Ils mangeaient une fois par jour: du riz, des tomates, des lentilles ou des pâtes. Pas de viande ni de pain.

Le 1^{er} août, 21 jours après le début de la guerre, une rumeur a couru dans le village. La Croix-Rouge est là, ils vont évacuer tout le monde. Sauf que ce n'était pas la Croix-Rouge, mais une quinzaine de journalistes dans de vieilles voitures. Mamoud a jeté un peu de linge dans un sac et, avec sa mère, il a quitté l'abri.

Sa grand-mère, Zeinab Saïd Mansour, s'en souvient comme si c'était hier. Elle et son mari ne pouvaient pas quitter la maison

pour rejoindre les journalistes. Elle a une hanche artificielle et se déplace avec un déambulateur. Son mari, lui, a une jambe amputée à cause du diabète. Et leur maison est au bout du village.

La mère de Mamoud était déchirée. Elle voulait partir, mais elle ne se résignait pas à abandonner ses parents. Des journalistes ont accepté de traverser le village. Ils ont transporté les grands-parents de Mamoud sur leur dos.

Le grand-oncle de Mamoud, Ali Saïd Mansour, n'a rien entendu. Il vivait trop loin pour que la rumeur du sauve-qui-peut l'atteigne. Il ne vivait pas dans l'abri, il préférait rester dans sa maison avec sa femme.

Lorsque les bombardements se calmaient, il allait voir Mamoud et sa famille. Un beau matin, il a vu que l'abri était vide. Il ignorait tout du passage des journalistes. Il s'est inquiété. Mais où est passé tout le monde?

Le grand-oncle a passé les 33 jours de la guerre enfermé chez lui. Il a 77 ans. Grand, ridé, les épaules droites, il joue avec son chapelet en racontant son histoire.

«À la fin, il ne restait que quatre familles dans le village, dit-il. Tout le monde avait fui.»

Treize jours après le départ de Mamoud, le cessez-le-feu a été décrété à 7h du matin. Ali Saïd Mansour l'ignorait, car il n'avait pas de radio. Il était dans sa maison. Un jour comme les autres, pensait-il. Vers 16h, un voisin a frappé à sa porte.

«La guerre est finie, lui a-t-il dit, tu peux sortir.»

SUR CYBERPRESSE.CA



LIBAN
Voyez le reportage multimédia de Michèle Ouimet sur la guerre du Liban sur www.cyberpresse.ca/guerre

DEMAIN DANS LE PLUS

Des lendemains qui déchantent

L'argent est là, pas les marteaux

MICHÈLE OUIMET

LIBAN — La guerre était à peine finie que le ministre des Affaires étrangères d'Iran débarquait à Beyrouth avec des valises bourrées d'argent. Au total, il trimbait 281 millions de dollars américains. Liquide.

Le ministre a versé les millions au Hezbollah. Aussitôt, le chef du parti, Hassan Nasrallah, a promis que chaque Libanais dont la maison avait été détruite recevrait 12 000 \$ US «pour passer l'hiver».

Le Hezbollah, un parti intégriste chiite, a rapidement installé un bureau à Beyrouth. Les gens défilaient et recevaient les 12 000 \$ promis, en coupures de 100 \$.

Mais tout cet argent ne réglait pas le problème de la reconstruction. Les gens ont pris l'argent iranien pour louer un appartement ou remplacer les meubles, le linge ou la voiture pulvérisés par les bombes. Le vrai travail, celui de la reconstruction des 40 000 logements détruits, dont 19 000 dans la banlieue chiite de Beyrouth, a été beaucoup plus long et, surtout, plus laborieux.

Selon Waddah Charara, spécialiste du Hezbollah, à peine une maison sur six a été reconstruite. Les travaux ont été paralysés par des disputes politiques. Le gouvernement libanais, prêt à donner 55 millions, tenait à verser l'argent directement aux familles. Mais il devait d'abord ouvrir un dossier, vérifier les cadastres, évaluer l'ampleur des dégâts, contrôler l'identité des demandeurs. Un processus lent.

Le Hezbollah, lui, insistait pour que l'État lui verse l'argent, car l'immense majorité des maisons détruites appartient à des chiites. Il voulait redistribuer l'argent à sa manière.

Pour compliquer le tout,

des fondations privées et des États, surtout arabes, ont versé des centaines de millions pour reconstruire des routes, des ponts, des maisons et des infrastructures.

«Le Qatar, par exemple, s'est engagé à reconstruire Bint Jbeil, souligne Waddah Charara, mais la construction s'est faite n'importe comment, au jour le jour, avec des matériaux de mauvaise qualité.»

Je suis allée à Bint Jbeil. Les abords de la ville ont été partiellement reconstruits. Mais rien n'a été fait au centre. Les édifices éventrés n'ont pas été démolis. Dans les rues étroites, il n'y a que destruction: de grands pans de ciment qui pendent des plafonds, des trous gigantesques dans les murs, du fer tordu et des gravats. Il n'y a ni eau ni électricité. Une vision de fin du monde, une ville abandonnée.

«Aucune maison n'a été reconstruite», reconnaît le maire de Bint Jbeil, Ali Baydoun.

«Les donateurs privés versent l'argent aux conseillers municipaux, poursuit M. Charara. Ils privilégient les leurs, les bons militants du Hezbollah, les parents des martyrs, le frère ou le neveu du cousin.»

À Qana, la reconstruction n'avance pas. Les Syriens avaient pourtant promis de tout rebâtir. En octobre, des architectes sont venus. Ils ont fait des plans. Depuis, plus rien. Pas un sou, pas l'ombre d'un coup de marteau. «Tout reste à l'étape des paroles», soupire le maire, Salah Salame.

Pourtant, les dégâts sont importants et les besoins pressants. Sur 1800 unités d'habitation, précise le maire, 1174 ont été abîmées et 164 rasées.

En attendant que la Syrie bouge, les gens s'entassent chez des voisins ou des parents.

Pas simple, la reconstruction. Surtout lorsque des milliards de dollars sont en jeu.

Rien de moins qu'une

50" HD

au prix d'une

42"



**NOUVELLE SUCCURSALE
DUMOULIN
AU MÉGA CENTRE VAUDREUIL**



Revendeur
autorisé

Mémoire 4Go

iPod nano
Pour la musique
et les photos.



MA426CA - MA489CA
MA487CA - MA428CA

**RABAIS 30\$
198⁸⁸**
/ch.

OLYMPUS®

8.0 mégapixels



Caméra numérique
reflex **EVOLT E-500**
+ 2 lentilles

- 8.0 mégapixels
- Objectif 14-45mm f3.5/5.6 et 40-150mm inclus
- Filtre à ondes ultrasonores
- Capteur d'images CCD
- Format RAW/JPEG/TIFF
- Équivalents ISO, 100-400

**RABAIS 200\$
598⁸⁸**

LG GPS

Appareil de navigation portable

- Écran TFT ACL tactile 3.5"
- Cartes pré-téléchargées: États-Unis et Canada
- Fente pour carte mémoire SD



**RABAIS 100\$
248⁸⁸**

ILICO TÉLÉ NUMÉRIQUE

VIDÉOTRON

QUEBECOR MEDIA

GRATUIT!

Terminal numérique HD

Valeur de 250\$



À l'achat de l'un de
ces téléviseurs HD.
Détails en magasin.

SONY MP3



Radiocassette
à lecteur CD robuste

- Syntoniseur AM/FM numérique • Lecteur CD
- Compatible CD-R/RW, MP3, WMA
- Égalisateur pré-réglé

**RABAIS 20\$
128⁸⁸**

SONY

HDV
HDV 1080i

Full HD
1080

Caméscope Handycam® HDV
HDRHCS

- Zoom optique 10x
- Moniteur ACL hybride 2.7" - SwivelScreen™
- Écran tactile
- Viseur couleur
- Fonction de stabilisation d'image en mode vidéo



**RABAIS 200\$
998⁸⁸**

Panasonic VIERA



**DU JAMAIS VU!
PLASMA HD 50"**

SEULEMENT

1788⁸⁸

+ GRATUIT Terminal HD

PLASMA
HDTV
16:9
HDMI™

PLUS DE
250 UNITÉS
EN INVENTAIRE*
DANS LE MONTRÉAL-
MÉTROPOLITAIN



LG

XD
ENGINE



**DU JAMAIS VU!
PLASMA HD 50"**

SEULEMENT

1788⁸⁸

+ GRATUIT Terminal HD

PLASMA
HDTV
16:9
HDMI™

LIMITE 1 PAR CLIENT,
PREMIER ARRIVÉ,
PREMIER SERVI
PAYEZ ET EMPORTEZ

SAMSUNG



**DU JAMAIS VU!
PLASMA HD 50"**

SEULEMENT

1788⁸⁸

+ GRATUIT Terminal HD

PLASMA
HDTV
16:9
HDMI™



Acceptées!

Nos spéciaux sont valides seulement dans ces succursales.

Dumoulin

pour ce qu'il y a de mieux



FINANCEMENT
DISPONIBLE!

OUVERT Jusqu'à 21 h
du lundi au vendredi

- PLACE MONTRÉAL TRUST 1500, McGill College (niveau métro 2)
- RUE STE-CATHERINE 368, rue Ste-Catherine O. (coin Bleury)
- BOUL. L'ACADIE 8990, boul. l'Acadie (Nord de la Métropolitaine)
- DÉCARIE 5485, rue des Jockeys (Décarie/Blue Bonnets)
- ST-LÉONARD 6852, Jean-Talon E. (Langelier/Galeries d'Anjou)
- LASALLE 7197, boul. Newman (à côté du Carrefour Angrignon)
- WEST ISLAND 2315, Transcanadienne (boul. des Sources)
- NOUVEAU! MÉGA CENTRE VAUDREUIL 3218, Félix-Leclerc (sortie 35 - Aut. Transcanadienne)
- LAVAL CENTROPOLIS (à côté du Colossus)
- CARREFOUR LAVAL (entrée #5)
- STE-DOROTHÉE Méga Centre Notre-Dame (Aut. 13)
- PLACE ROSEMÈRE (entrée rue Le Bouthillier)
- LACHENAIE 1200 Yves-Blais (à côté du Cinéma Triomphe - Aut. 40 et 640)
- ST-JÉRÔME Carrefour du Nord (à l'intérieur du Sears)
- BOUCHERVILLE 582, ch. de Touraine (à côté de l'IKEA)
- BROSSARD 5705, Taschereau (à côté du Mail Champlain)
- PROMENADES ST-BRUNO (entrée #1)
- GATINEAU 195, Bellehumeur

dumoulin.com ■ 1-877-DUMOULIN

*Certains produits peuvent être des boîtes ouvertes et/ou des démonstrateurs. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales. Certains produits sont en quantités limitées et ne sont pas disponibles dans toutes nos succursales. LES ILLUSTRATIONS PEUVENT DIFFÉRER. Prix et offres en vigueur jusqu'au 9 juillet 2007 ou jusqu'à épuisement des stocks. Aucun bon différé. Sujet à changement sans préavis. Détails en magasin.

Gilbert Rozon Le patron de Juste pour rire questionne l'administration Tremblay

C'est quoi le plan, M. le maire?

YVES BOISVERT

La rumeur courait depuis quel- que temps que Gilbert Rozon en avait contre la Ville de Montréal. Mardi, quand il a appris que l'administration Tremblay vou- lait imposer des frais de police au Grand Prix de Normand Legault, les plombs ont sauté.

« Moi, cette décision-là ne me touche pas, mais ça montre qu'ils ne comprennent pas l'importance des grands événements à Montréal. Évidemment que ça coûte de l'ar- gent à la Ville, mais combien ça rap- porte? Nous avons tous nos propres services de nettoyage et de sécurité. On me dit que mon festival coûte 300 000\$ en budget policier. Mais je voudrais que ça coûte 400 000\$, 500 000\$! Ça voudrait dire qu'on a un succès encore plus grand!

« Des fois, je me demande si on dérange, au fond. Oh! Ils vont me dire: voyons, Gilbert, on t'aime, on adore ton festival. Mais à quelques jours de commencer mon 25^e festi- val, je suis encore à régler des prob- lèmes administratifs, à me battre contre mon propre club! »

Deux poids, pas de mesure

Le roi de l'humour québécois et français, maintenant âgé de 52 ans, a hésité un temps quand je lui ai demandé une entrevue... mais pas longtemps. « Je n'ai pas le goût

« Combien va-t-il falloir de claques sur la gueule de Montréal avant qu'on se réveille? »

de commencer le festival dans la controverse », a-t-il dit d'abord. Quelques heures plus tard, il se ravisait.

Quand je suis entré dans son bureau, sorte de grand loft multico- lore savamment désordonné, il était au téléphone avec Franco Dragone. Dragone - qui a conçu quelques- uns des plus grands spectacles du Cirque du Soleil, sans parler de celui de Céline Dion - mettra en scène le spectacle de clôture du festival.

Gilbert Rozon commence calmement, mais il est incapable de tenir en place. Il se lève à tout bout de champ.

Depuis le scandale des com- mandites, c'est-à-dire depuis cinq ans, le financement des festivals est devenu une chose plus délicate du côté d'Ottawa. Il a néanmoins fait la paix provisoirement avec la minis- tre du Patrimoine canadien. Il est en très bonne entente avec Québec. Mais la Ville de Montréal, c'est une autre affaire...

Des 23 millions que coûte le volet spectacle du festival, scène et rue, 3 millions proviennent de fonds publics. Les deux tiers viennent de Québec, un peu moins du tiers d'Ottawa. Montréal verse 100 000\$, Tourisme Montréal 200 000\$. Pour le 25^e, Montréal a ajouté 100 000\$.

Gilbert Rozon dit qu'il doit essayer un manque à gagner d'un million. « Pour la FINA (cham- pionnats de natation), le maire a déboursé 4 millions. C'est deux fois plus que ce qu'on a reçu en 25 ans! Est-ce qu'on contribue moins à l'image de Montréal? Mais si c'était seulement ça! Je fais affaire avec toutes sortes de services qui se contredisent. »

« On me reproche d'user l'asphalte »

Un exemple. Cette année, Gilbert Rozon voulait faire son défilé des jumeaux de soir, un samedi. La Ville disait qu'il y avait beaucoup de difficultés: c'est en même temps que les feux d'artifice et la ferme- ture du Village gai. Mais tout de même, le 23 juin, appel téléphoni- que de Benoît Labonté, maire de l'arrondissement: c'est réglé, il peut le faire le samedi, sûr, sûr.

Le 28 juin, appel du Service des festivals: ce sera le dimanche, rien à faire.

« J'ai 2000 jumeaux qui viennent de partout, plusieurs de l'extérieur

val en salles pour faire plaisir aux fonctionnaires. Moi, je ne peux pas continuer à fonctionner dans cette atmosphère-là, c'est absurde. »

L'argent des autres

À ceux qui lui reprochent de quêter sans arrêt, Gilbert Rozon réplique qu'il ne fait pas un sou avec le festival. C'est son empire de production de spectacles, avec bureaux dans six villes de quatre pays, qui le fait vivre.

« Je ne demande pas mieux que d'être évalué. Il n'y a aucun modèle de festival qui fait ses frais. Ça n'existe pas. Aux États-Unis, les festivals sont financés à hauteur de 18 %, en France beaucoup plus. Moi, c'est 13 %.

« Je suis prêt à m'engager par écrit, j'en fais la demande offi- cielle, à ce que, pour chaque dollar investi par le gouvernement, il en reçoive cinq en revenus directs ou indirects; à avoir 10 % de touristes étrangers; à avoir un rayonnement international mesurable et à injecter toute la subvention dans le contenu, tout en croissant de 5 % par année. Et que ce soit mesuré par une firme choisie par le gouvernement. Il faut des critères rigoureux pour tous les festivals. »

« Elle s'en va où, la ville? »

« Au-delà de mes petits problè- mes, je constate à quel point c'est difficile d'entreprendre quoi que ce soit à Montréal. Je ne veux attaquer personne, Gerald Tremblay est un homme charmant, un bon gars que tout le monde aime. Il est temps qu'il devienne un bon maire! »

L'hiver dernier, le maire Tremblay avait convoqué 75 personnes du milieu des affaires pour leur faire un discours au petit-déjeuner.

« À la fin du discours, on se regardait et on se demandait de quoi il avait été question. Il a dit qu'il voulait de nouveaux pouvoirs de taxation. J'ai levé la main et j'ai demandé ce qu'il voulait faire avec l'argent. Il m'a dit que c'était une bonne question!

« Moi, je veux bien qu'on demande aux gens un effort. Plus de taxes? OK. Mais c'est quoi, le plan? Elle s'en va où, la Ville? Personne ne peut le dire. Je suis loin d'être le seul à trouver ça. Ça ne peut plus durer. Il faut se donner quatre, cinq objectifs clairs qui font rêver!

« Quand le maire de Toronto a dit l'hiver dernier qu'il voulait devenir la grande ville des festivals au Canada d'ici 10 ans, le maire Tremblay a dit qu'il fallait collabo- rer! Hey, il vient de te donner une claque en pleine face! C'est



PHOTO MARCH CHAUMEIL, COLLABORATION SPÉCIALE

Gilbert Rozon, producteur des festivals Juste pour rire et Just for laughs, a perdu son sang-froid cette semaine. « J'anime 2 millions de personnes, on fait venir des touristes, mais on me reproche d'user l'asphalte. »

Montréal, la ville des festivals. Est- ce qu'on va se laisser faire?

« Pourquoi pensez-vous que le maire de Toronto veut ça? Il a vu ce que ça rapporte à Montréal. Mais ici, c'est sans cesse le parcours du combattant. Mais je ne vais pas passer deux autres années avec l'eau sur le bord du nez. S'ils veulent un festival rapetissé, ils vont en avoir un. »

Rozon plante d'ailleurs Just for Laughs à Toronto cet été. Va-t-il y déménager son volet anglophone? Silence. Puis il dit qu'il veut occu- per le terrain là-bas, mais faire grandir Montréal encore.

« Toronto a supplanté Montréal pour le cinéma depuis longtemps. Guy Laliberté s'est fait revirer de bord avec le projet de casino parce que trois personnes se plaignaient à Pointe-Saint-Charles. Les villes de partout lui offrent des salles, des profits, tout ce qu'il veut, mais ici? Pas un politicien pour défendre le projet. Combien de claques sur la gueule il faut que Montréal prenne pour qu'on se réveille?

« Je voyage partout, je vais voir le Stampede à Calgary, les festi- vals à Stratford, à Édimbourg, j'ai plein d'idées pour faire grossir le festival, je sais exactement où

mettre l'argent. En six, sept ans, je double la taille du festival, je vends trois ou quatre fois plus de billets, j'augmente le nombre de spectacles, je fais une foire des spectacles. Ça ne coûterait pas 10 millions, seulement quelques millions. Pour moi, il n'est pas question d'être numéro 2. Mais si ça n'intéresse pas, on sera un évé- nement qui fera ses frais, un beau petit festival de province. Je peux faire le reste ailleurs. Plusieurs grandes villes américaines sont intéressées. » Là-dessus, il est avaré de détails. Il est vaguement question de Chicago et d'autres villes, mais rien de précis.

« Mais je suis Montréalais, c'est ici que je veux faire ça, je pense que ça fait partie de l'image de Montréal, que ça donne de l'âme au quartier. Et j'ai l'im- pression qu'on me dit: mon Dieu que c'est du trouble! Je ne veux attaquer personne. Il me semble juste qu'il faut penser autrement, faut redonner aux gens le goût d'entreprendre à Montréal. Avoir un plan... »

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur:
yves.boisvert@lapresse.ca

SOLDES ACTUELS

CONTEMPORAINE



SÉLECTION DE TEE-SHIRTS

ÉPARGNEZ
JUSQU'À 50%
9⁹⁹
RÉG. JUSQU'À 19,99



CHOIX DE JUPES RAYÉES

ÉPARGNEZ
JUSQU'À 60%
19⁹⁹
RÉG. JUSQU'À 50,00



BLOUSES EN LIN

ÉPARGNEZ 50%
19⁹⁹
RÉG. 39,95

SÉLECTION DE VESTONS LÉGERS

ÉPARGNEZ
JUSQU'À 49%
39⁹⁵
RÉG. JUSQU'À 79,95

PANTALONS VARIÉS

ÉPARGNEZ
JUSQU'À 49%
39⁹⁵
RÉG. JUSQU'À 79,95

BERMUDAS ET SHORTS

ÉPARGNEZ
JUSQU'À 59%
19⁹⁹
RÉG. JUSQU'À 49,95



07/07/07 LA RUÉE VERS LES MARIAGES

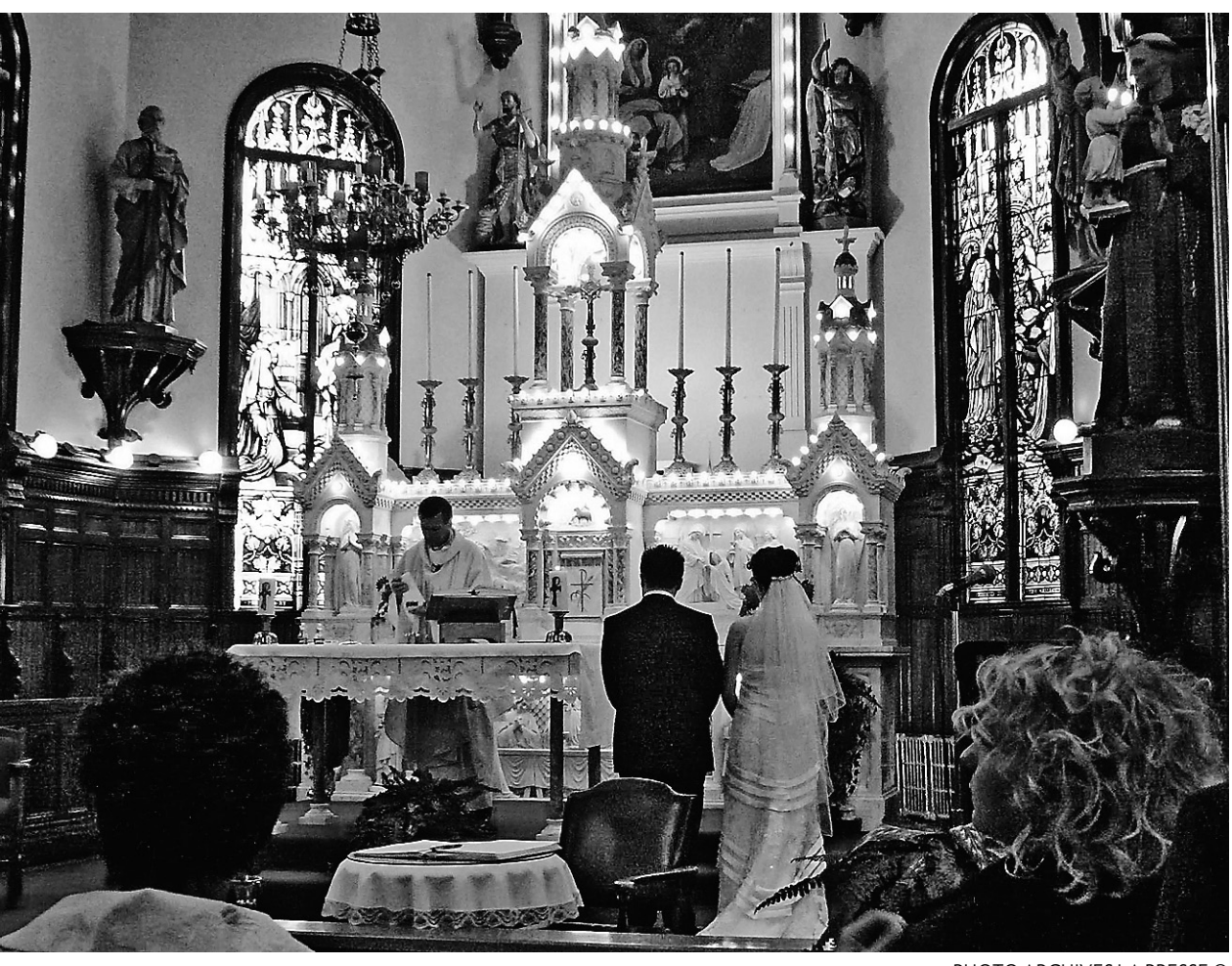


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

Même si le nombre de mariages s'est stabilisé depuis quelques années, les célébrations religieuses continue de perdre du terrain.

Les couples superstitieux convolent aujourd'hui

Au Québec, l'été rime avec mariage. Près de 12 000 cérémonies auront lieu de juillet à septembre. Une période faste avec des moments, comme aujourd'hui, où de nombreux superstitieux choisissent de s'unir le 7 juillet 2007. Voilà une belle occasion de faire le point sur une institution qui reflète les multiples influences qui façonnent le Québec.

SIMON THIBAUT

Aujourd'hui, Catherine Desfossés, 27 ans, respire le bonheur. À 20h17 tapant, elle unira sa destinée à Stéphane Gaudreau au club de golf de Saint-Jean-sur-Richelieu. Le moment choisi n'est pas anodin. Car comme elle dit, «le 7 du 7 du 7» (7 juillet 2007), c'est spécial.

«C'est un chiffre qui nous a toujours suivis. On s'est rencontrés à 17 ans. On s'est fiancés après sept ans, dit-elle. On trouvait que c'était une belle date. On voulait assumer ça à fond.»

Valérie Martel, 30 ans, et Ronald Foti, 42 ans, comptent aussi sur cette journée «chanceuse» pour se jurer fidélité. Adepte de numérologie, Valérie assure que la date n'a pas été choisie délibérément. Mais elle constate tout de même de drôles de coïncidences.

«Il y aura sept enfants à la réception. Il y a sept tables d'invités. Et

nous serons sept à la table d'honneur, dit-elle en expliquant que rien de tout cela n'était prévu. C'est vraiment spécial», ajoute-t-elle.

Pas de doute, le 7 juillet 2007 captive l'imaginaire. Partout dans l'industrie du mariage, on note une hausse des activités. «Quand

les gens ont commencé à en parler, tous voulaient cette date», explique Sheldon Kagan, président du Salon de la mariée.

Mais au-delà de l'engouement pour cette journée, le mariage conserve-t-il la cote au Québec?

De façon générale, on peut dire que la situation s'est stabilisée

dans la province. Depuis 2001, on compte entre 21 000 et 22 000 mariages par an. Mais les mariages religieux continuent de perdre du terrain. En 2001, ils représentaient 70 % des célébrations. En 2006, seulement 64 %.

Ces données ne surprennent pas la démographe Évelyne Lapierre-Adamcyk, de l'Université de Montréal. «Comme la majorité de la population québécoise se réclame de l'Église catholique, ceux qui se divorcent ne peuvent pas se remarier à l'église», dit-elle. Par la force des choses, ces gens privilégient le mariage civil s'ils désirent vivre une union légale,

ajoute-t-elle. Au Québec, en 2003, 53 % des mariages se sont terminés par un divorce, comparativement à 38 % au Canada.

Le mariage civil s'éclate

L'intervention de Québec, en 2002, pour assouplir les règles du mariage civil n'est probable-

LES UNIONS AU QUÉBEC

MARIAGES CÉLÉBRÉS AU QUÉBEC EN	1969 (47 545)	2006 (21 291)
% DE MARIAGES RELIGIEUX	97,8%	64,2%
% DE MARIAGES CIVILS	2,2%	35,8%



Source : Institut de la statistique du Québec.

3 519 500
PERSONNES SONT EN COUPLE AU QUÉBEC SELON LE RECENSEMENT DE 2001.

70% DES COUPLES AU QUÉBEC SONT MARIÉS LÉGALEMENT.

30% SONT EN UNION LIBRE (CONJOINTS DE FAIT). DANS LE RESTE DU CANADA, C'EST 11,7%

Source : Recensement de 2001, Statistique Canada.

ment pas étrangère à la popularité croissante de l'institution.

Les couples ne sont en effet plus confinés aux salles impersonnelles des palais de justice. Ils peuvent choisir le lieu et l'heure de leur cérémonie. Ils ont aussi accès à un éventail plus large de célébrants (maires, notaires, conseillers municipaux) qui peuvent se déplacer pour l'occasion.

«Le contexte dans lequel le mariage civil se déroulait (avant 2002) était un des éléments qui soutenaient le mariage religieux, estime Évelyne Lapierre-Adamcyk. Aller se marier au palais de justice, pour beaucoup de gens, cela avait assez peu d'attrait. Les salles étaient moches», ajoute-t-elle.

Aujourd'hui, les futurs époux ont l'embarras du choix. Ils peuvent même demander à un ami ou un membre de la famille de célébrer leur mariage. Il s'agit d'en faire la demande au ministère de la Justice. Depuis son instauration en 2002, cette pratique connaît une forte croissance.

Les mariages homosexuels sont toujours aussi peu populaires dans la province. Depuis leur légalisation par Québec, en 2004, leur nombre augmente, mais timidement. En trois ans, ils sont passés de 245 à 627.

«On a milité fort pour avoir le droit de se marier. Progressivement, on va s'y habituer», nuance Laurent McCutcheon, président de Gai Écoute. Il ne serait pas surpris que plus de gais et de lesbiennes optent pour le mariage dans le futur.

L'union civile, quant à elle, paraît vouée à disparaître. En 2002, Québec avait créé cette forme d'union pour offrir aux couples homosexuels un cadre légal semblable à celui du mariage. Mais depuis que le fédéral a légalisé le mariage gai, en 2005, l'institution a perdu de son attrait. «L'union civile, c'était un pis-aller. Cela n'a pas le rayonnement international du mariage, dit Alain Roy, professeur de droit à l'Université de Montréal. Qui s'en prévaut aujourd'hui? Tant qu'à s'unir, vaut mieux obtenir l'original que de se contenter d'une copie conforme.» L'an dernier, seulement 54 couples homosexuels ont choisi cette formule.

La forme éclatée et plurielle du mariage, en somme, est à l'image de la société québécoise, en pleine mutation. «On est dans une situation de mouvance. Il y a une évolution sociale et les statistiques ont du mal à suivre. Ça bouge beaucoup», conclut Chantal Girard, démographe à l'Institut de la statistique du Québec.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

EXPOSITION
Les sam. et dim. 7 et 8 juillet, de 10 h à 17 h

VENTE AUX ENCHÈRES
Le dimanche 8 juillet à 13 h, et du lundi 9 au jeudi 12 juillet à 19 h (chaque soir)

www.empireauctions.com

John Little

M.-A. Fortin

P.-V. Beaulieu

Collier en or 18 ct; à 4,15 cts de diamants et 24,20 cts de saphirs

Bague en or 14 ct; à 1,55 ct de diamants et 3,00 cts de saphirs

Sculptures en marbre

ROYALCROWN DERBY

Mercedes Benz

Porsche

Commode Second Empire faite de chêne sculpté, vers 1860

Cabinet Henri II; sculpté et noirci, vers 1860

Façades de cheminée, en marbre taillé à la main

Broche en or 14 ct; à saphirs et diamants

SÉLECTION DE SUPERBES LUSTRES

Superbe fontaine de jardin style Renaissance faite de bronze, haute de 7'5"

5500, rue Paré

737-6586

Choisir le lieu, la date et... l'ami-célébrant

SIMON THIBAUT

C'est l'effervescence à la demeure de Julie Grimard et Alia Ali-Leroi. Dans quelques semaines, les deux jeunes femmes uniront leurs destinées. Et pas dans n'importe quel décor. Leur mariage aura lieu en plein air, au chalet du paternel de Julie, dans les Cantons-de-l'Est. Une ambiance intime, d'autant plus que le célébrant n'est nul autre que leur meilleure amie!

«Ça ne peut pas être plus cool, lance Julie, 25 ans. C'est vraiment génial, car c'est une personne qu'on connaît qui va nous marier.»

Comme des centaines de couples québécois, Julie et Alia ont décidé d'innover en demandant à un proche d'officialiser leur mariage devant la loi. La procédure est simple. Il suffit de choisir quelqu'un qui a la citoyenneté canadienne, est majeur et n'a pas de dossier criminel. Les futurs mariés doivent aussi remplir un questionnaire d'une page, qu'on peut se procurer sur l'internet, et le poster. Le Ministère répond dans un délai de trois mois. Il fournit ensuite au célébrant désigné les documents nécessaires et un code à suivre pour la cérémonie. Peu de demandes sont rejetées.

Le ministère de la Justice per-

met cette pratique depuis 2003, à la suite de la révision du Code civil. En peu de temps, le phénomène a pris de l'ampleur. Il y a quatre ans, seuls 23 célébrants avaient été accrédités. En 2007, en date du 5 juillet, ils sont déjà 1445.

Au ministère de la Justice, on prend note de la hausse avec satisfaction. «C'est une disposition pour que les gens aient un mariage qui leur ressemble. Visiblement, la demande est forte», dit Joanne Marceau, porte-parole au Ministère.

Inquiétude

Mais tous ne partagent pas cet avis. Certains s'inquiètent même de l'impact de la pratique sur la symbolique du mariage civil. «Aujourd'hui, les autorités gouvernementales donnent des autorisations à n'importe qui, déplore Alain Roy, professeur de droit à l'Université de Montréal. On désacralise le mariage en permettant à n'importe qui de le célébrer», ajoute-t-il.

Mais pour Alia, 23 ans, ces préoccupations éthiques passent au second plan. Ce qui importe pour la future mariée, c'est de se retrouver avec un célébrant qu'elle «aime».

«Quand elle va prononcer "vous êtes femme et femme", dit-elle, ce sera plus émouvant que si c'était une inconnue.»

Frappée par les cyanobactéries, la fromagerie de l'Abbaye Saint-Benoît-du-Lac puise son eau... à Rivière-des-Prairies

Un bleu sans algues bleu-vert

VIOLAINE BALLIVY

Les moines de l'Abbaye Saint-Benoît-du-Lac ont des ennuis avec le bleu. Pas celui de leur fromage: celui des algues bleu-vert qui ont refait surface dans les eaux du lac Memphrémagog, et que le ministère de l'Environnement vient de déclarer impropres à la consommation. Le fromage qui a fait leur renommée est donc maintenant produit avec de l'eau puisée... à Rivière-des-Prairies.

Le paysage idyllique de la paisible abbaye n'est plus tout à fait le même depuis jeudi. Désormais, les visiteurs sont accueillis par une affiche leur rappelant qu'il est interdit de boire l'eau du robinet et qu'il vaut mieux en limiter l'utilisation au moment de se laver les mains. Mais surtout, un imposant camion-citerne trône près de la fromagerie. Chaque jour, il fera la navette jusqu'à Montréal pour approvisionner le monastère de 15 000 litres d'eau potable, le strict minimum pour assurer la production fromagère.

Au-delà des considérations écologiques, les moines se seraient bien passés de ce fléau qui risque de leur coûter cher, très cher. «Tout cela implique des dépenses supplémentaires imprévues très importantes», constate le père André Blanchet. Nous avons besoin d'un certain revenu annuel pour vivre, faire des réparations, repeindre.» Les comptes seront



Les moines de l'Abbaye Saint-Benoît-du-Lac se seraient bien passés de ce fléau qui risque de leur coûter cher, très cher.

PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

difficiles à boucler cette année, prévoit-il. Il n'y aura probablement pas de surplus à redistribuer aux familles à faible revenu.

«Ce qui est embêtant, c'est qu'on risque d'être aux prises avec les algues tout l'été... se désolait hier le père Blanchet. L'an dernier, elles sont sorties en septembre et elles ont disparu avec l'arrivée du froid. Alors à moins que l'été soit exceptionnellement froid et neigeux... On va devoir payer le camion-citerne jusqu'en novembre.»

La production sera certainement ralentie. Déjà, les moines ont dû renvoyer un plein camion de lait, jeudi, et plusieurs équipements de la fromagerie devront être mobilisés simplement pour

assurer l'acheminement de l'eau potable. La besogne sera plus longue et plus éreintante. Les moines devront s'assurer de désaltrer leur quarantaine de retraitants, puis penser à faire toutes les analyses de la qualité de l'eau exigés par le ministère de l'Environnement du Québec et Santé Canada.

Heureusement, le goût du fromage, lui, ne devrait pas trop en pâtir. «Ce n'est pas l'eau qui donne son goût unique, assure le frère Flageole, apprenti fromager. C'est le lieu. L'élévation par rapport au niveau de la mer, le bâtiment. Même en utilisant les mêmes ingrédients ailleurs, on n'arriverait pas à recréer les mêmes saveurs.»

Avis de non-consommation

Pour le moment, l'avis de non-consommation de l'eau est limité aux petites municipalités de Potton, Owl's Head et Saint-Benoît-du-Lac, qui comptent au total quelque 1000 résidents, de même qu'à tous les riverains qui puisent leur eau directement dans le lac. Les activités récréatives sont peu ou pas touchées: la baignade est encore permise.

Gisèle Lacasse Benoît, présidente de l'organisme Memphrémagog Conservation, n'en est pas moins inquiète de voir les algues arriver si tôt cette année. Elle dénonce l'absence de plan d'action ciblé pour la région afin de résoudre le problème à long terme, et réclame la mise sur pied d'un comité pour

étudier les sources de phosphore qui stimulent la prolifération des algues bleu-vert.

«Il y a 20 marinas, 4000 bateaux, sept clubs de golf, deux lieux d'enfouissement de déchets à proximité du lac, et la population va augmenter de 25% au cours des 25 prochaines années. Il faut absolument étudier l'impact de tout cela», dit-elle.

Gisèle Lacasse Benoît dénonce aussi le «manque de civisme» de certains riverains, qui permettent de couper les arbres comme bon leur semble pour le plaisir d'avoir une meilleure vue sur le lac. Hier encore, elle a déposé quatre plaintes contre des riverains qui n'ont pas respecté le règlement interdisant le déboisement à 10 mètres des rives d'un plan d'eau.

Économie

Reste aussi à savoir si les touristes viendront aussi nombreux flâner dans les environs alors que les vacances commencent à peine. Pour le moment, la directrice de la Chambre de commerce et d'industrie Magog-Orford évite de s'alarmer. «On fera la promotion des autres attraits. Il n'y a pas que la baignade ici», notait hier Francine Caya.

Serge Roy, agent immobilier, prévoit toutefois que la valeur des maisons des riverains en souffrira. «Est-ce que les gens vont encore vouloir dépenser des fortunes pour habiter sur le bord d'un lac où ils ne peuvent même pas se baigner? Je ne pense pas. Les acheteurs ne délaisseront pas la région, mais choisiront de s'installer plus à l'intérieur des terres ou sur le bord de petits lacs écologiques.»

Le ministère de l'Environnement et du Développement durable a détecté la présence d'algues bleu-vert dans six lacs et rivières en Estrie et dans plus d'une trentaine au Québec cette année.

SOMMAIRE	
Amusez-vous!	VACANCES 19
Astrologie du jour	VACANCES 18
Avis et encans	AFFAIRES 6
Décès	P. ANNONCES 8, 9 et 10
Emplois	CARRIÈRES 9 et 10
Forum	A 22-23
Jardiner	MON TOIT 7
Loteries	A 12
Monde	A 19 et 20
Petites annonces	P. ANNONCES et AFFAIRES 4
Sudoku	AFFAIRES 4
Trait d'union	VACANCES 18
Vin	MON TOIT 8

Météo
Averses.
maximum 24, minimum 15. SPORTS 8

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

Magog a prévu le pire

VIOLAINE BALLIVY

Les Magogois sont épargnés pour l'instant par l'avis de non-consommation de l'eau, ce qui n'empêche pas les autorités municipales d'être sur le qui-vive. Le plan d'urgence de la Ville a été revu cette semaine: la population sera appelée sous peu à s'équiper d'une trousse d'urgence dotée de réserves d'eau potable suffisantes pour tenir de trois à quatre jours.

«Nous allons demander à la population d'être prête à faire face à des coupures d'eau temporaire», a confirmé à *La Presse* Charles Lapointe, responsable des infrastructures à la Ville de Magog. «On ne veut pas alarmer la population, mais au contraire la rassurer et lui dire que nous ne serons pas pris au dépourvu.»

L'usine de traitement de l'eau de Magog ne dispose d'aucun des deux systèmes d'élimination des

toxines libérées par les algues bleu-vert reconnus par Santé Canada. Pour le moment, on se fie sur un processus de filtration et à une chloration prolongée. «Jusqu'à présent, tous les tests indiquent que nous parvenons à éliminer toutes les cellules d'algues bleu-vert. Notre système est efficace», a assuré hier Charles Lapointe, directeur des infrastructures de Magog. Toutefois, ce système n'a jamais été éprouvé par la

présence de toxines cyanobactériennes libérées par les algues.

En cas de défaillance du système, la Ville de Magog devra approvisionner en eau potable pas moins de 30 000 personnes chaque jour, notamment en installant des points de distribution de bouteilles d'eau.

De son côté, la Ville de Sherbrooke, qui puise pourtant son eau au même endroit que Magog, n'a pas à s'inquiéter. Elle a adopté il y a plusieurs années le processus d'ozonation, à l'efficacité reconnue contre les toxines cyanobactériennes. La nouvelle usine de traitement de l'eau de Magog, qui devrait être construite sous peu, en sera aussi pourvue.

lotoquebec.com lotoquebec.com lotoquebec.com

Ce soir **15 millions***

*approximatif



Ça change pas le monde, sauf que...

18 ans +

lotoquebec.com lotoquebec.com lotoquebec.com

HÔPITAL SAINTE-JUSTINE

Des champignons forcent le transfert d'enfants cancéreux

LOUISE LEDUC

Dix-sept enfants atteints de cancer hospitalisés à Sainte-Justine seront transférés de département lundi, puisque des tests ont révélé la présence de champignons dans le système d'aération de l'unité d'hémo-oncologie. L'hôpital traite actuellement deux enfants soignés en hémo-oncologie rendus malades par un champignon, mais la direction assure que les deux situations ne sont pas reliées.

C'est une lectrice qui avisé *La Presse* de la situation, hier matin.

En entrevue hier, la pédiatre Isabelle Amyot, directrice des services professionnels à l'hôpital Sainte-Justine, a déclaré que les deux enfants n'ont pas été contaminés par l'air vicié du département où ils étaient traités, puisque les souches en cause n'étaient pas les mêmes que celles décelées dans le système d'aération.

Est-ce que ces deux cas ont entraîné le transfert rapide de tous les enfants de ce département? « Quand il y a infection fongique, on fait toujours enquête, et on a constaté que ces deux cas n'étaient pas reliés à l'air du département d'hémo-oncologie. Il n'y a aucune épidémie », insiste la D^{re} Amyot.

Les 17 patients hospitalisés au 6^e étage, au bloc 4, seront donc transférés dans deux jours au pavillon Vidéotron, une autre partie de l'hôpital présentement en rénovation et qui ne devait être inaugurée qu'en octobre. « Des études plus poussées devront être faites dans le système d'aération du département d'hémo-oncologie pour savoir ce qui se passe exactement », a dit Louise Boisvert, responsable des communications à l'hôpital Sainte-Justine. Comme le système immunitaire des enfants atteints de cancer est moins



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©

Des champignons ont été découverts dans le système d'aération de l'unité d'hémo-oncologie.

Amyot a précisé qu'il s'agissait de différentes souches de champignons et que les autres étages n'étaient pas touchés.

fort, il n'était pas question pour nous de les exposer à ces travaux. » Mais qu'en est-il de cette nouvelle aile, qui ne devait être ouverte qu'en octobre? « Les architectes nous ont dit que tout est presque terminé, qu'il ne restait plus qu'à faire une petite couche de peinture », a répondu M^{me} Boisvert.

Elle a ajouté que tous les parents des enfants touchés ont été rencontrés ou contactés par téléphone, et qu'ils ne sont pas inquiets.

Au fil des ans, plusieurs hôpitaux ont été aux prises avec des problèmes de champignons, moisissures ou bactéries. Sainte-Justine n'a pas été épargnée. En avril, Radio-Canada révélait que

six bébés infectés par la bactérie *Pseudomonas aeruginosa* contractée à l'hôpital Sainte-Justine sont morts en 2004 et 2005 – ce que les parents endeuillés ont appris par les médias au printemps 2007.

En 2005, un bébé prématuré est également décédé après avoir été en contact avec une moisissure de type Mucor, un champignon inoffensif pour la majorité des gens mais dangereux pour une personne ayant un système immunitaire affaibli.

Quelques mois plus tôt, toujours en 2005, l'hôpital avait déménagé son département de soins intensifs, le personnel de l'institution étant frappé d'étourdissements, de nausées et de maux de tête.

EN BREF

À la défense des antidépresseurs

Les adolescents et jeunes adultes prenant des antidépresseurs ont moins de risques de tenter de se suicider que les déprimés non traités, selon une étude publiée hier dans *l'American Journal of Psychiatry* qui contredit des conclusions en 2004 de l'agence américaine de réglementation des médicaments (FDA). Celle-ci avait estimé que certains médicaments pouvaient augmenter le comportement suicidaire chez les jeunes. L'étude a porté sur les antidépresseurs de type SSRI, parmi lesquels le Lexapro, le Pacil, le Zoloft et le Prozac, des médicaments qui modifient l'humeur en rééquilibrant le niveau de sérotonine dans le cerveau. - AFP

« Ce n'est pas moi »

La première greffée mondiale du visage, la Française Isabelle Dinoire, affirme, 18 mois après son opération réussie, qu'elle « revit », mais se sent « très différente » d'avant et regrette qu'une partie d'elle-même ait « disparu à jamais ». La jeune femme avait été défigurée par son chien, « pendant la nuit », alors qu'elle « était assommée de somnifères », selon son témoignage. En novembre 2005, à 38 ans, elle recevait la première greffe du triangle nez-lèvres-menton à l'hôpital d'Amiens. - AFP

Dépression et électricité

Un dysfonctionnement électrique du cerveau causerait la dépression. Les chercheurs de l'Université Stanford ont fait des expériences sur des rats auxquels ils avaient induit un état dépressif. Chez les rats déprimés, ils ont découvert une altération du flux de l'activité électrique dans le cerveau qui pouvait être corrigée par des antidépresseurs. Ils ont utilisé une nouvelle technique d'imagerie du cerveau et se sont aperçus que les différents mécanismes de la dépression et de ses traitements finissaient par passer par un seul circuit électrique. - AFP

Il y a une foule de raisons de passer à RBC. En voici trois.



Il y a de nombreuses et excellentes raisons d'opter pour le Forfait bancaire sans limite Signature RBC^{mc} et, jusqu'au 31 août 2007, RBC[®] vous en offre même trois de plus. En passant à l'action dès maintenant, vous recevrez une carte-cadeau d'une valeur de 150 \$¹, à utiliser comme bon vous semblera à l'un ou l'autre des commerces suivants : Esso, Future Shop et Hbc. Et grâce au Transfert sur mesure[®], le passage se fait aisément.

À seulement 12 \$ par mois, voici ce que ce forfait vous offre :

- un nombre illimité d'opérations
- 3 retraits par mois sans frais de RBC[®] dans des guichets Interac[†] autres que ceux de RBC
- une protection sans frais contre les découverts
- des chèques personnalisés gratuits
- une réduction de 35 \$ sur certaines cartes Visa^{*}
- et d'autres avantages à valeur ajoutée

Pour en savoir plus, passez à votre succursale ou consultez le ➤ rbc.com/carte-cadeau



L'ÉVÉNEMENT QUI DÉMÉNAGE!

PROFITEZ DE NOS

RABAIS CHOCS

SUR LES MEUBLES, LES ACCESSOIRES DE DÉCORATION ET LES ÉLECTROMÉNAGERS



Mobilier de salon inclinable à dossier haut
Livraison gratuite
 Causeuse 749\$
RABAIS DE 200\$ Rég.: 949\$
 Fauteuil 649\$
RABAIS DE 100\$ Rég.: 749\$
 Étagère 599\$
 Table de bout 149\$
 Table de centre 179\$
 Lampe de table 169\$
 Lampe de plancher 229\$
 Tapis 160 x 231 cm (63 x 91 po) ... 319\$

2219\$ /mois OU 799\$
 Sofa
RABAIS DE 200\$ Rég.: 999\$

36 VERSEMENTS SANS INTÉRÊT* JUSQU'EN JUILLET 2010
 SUR LES MEUBLES, MATELAS, ACCESSOIRES DE DÉCORATION, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

Mobilier de chambre de style contemporain à façade en chêne massif avec pont lumière
Livraison gratuite
 Armoire 499\$
RABAIS DE 70\$ Rég.: 569\$
 Plate-forme avec tiroirs 549\$
RABAIS DE 50\$ Rég.: 599\$
 Bureau 499\$
RABAIS DE 70\$ Rég.: 569\$
 Miroir 249\$
RABAIS DE 20\$ Rég.: 269\$
 Rideaux 107 x 213 cm (42 x 84 po) 29\$/panneau
 Ensemble de draps grand lit 4 morceaux 89\$
 Ensemble grand lit 5 morceaux comprenant 1 douillette, 2 couvre-oreillers et 2 coussins 389\$
 Coffre 129\$
 Tapis 160 x 231 cm (63 x 91 po) ... 489\$



3608\$ /mois OU 1299\$
 Tête de lit 5 morceaux
RABAIS DE 100\$ Rég.: 1399\$



Étagère 2 morceaux en mélaminé fini érable
Livraison gratuite
359\$
 Aussi offert:
 Table de bout 129\$
 Table de centre ... 149\$
RABAIS DE 60\$ Rég.: 419\$



Chaises entièrement revêtues de cuir

Mobilier de salle à manger en placage de chêne au fini de couleur chocolat
 Dessus de table avec insertion en verre trempé, 107 x 183 cm (42 x 72 po)
Livraison gratuite
 Chaise 179\$ ch.
RABAIS DE 20\$ Rég.: 199\$
 Buffet 549\$
RABAIS DE 50\$ Rég.: 599\$

549\$
 Table
RABAIS DE 50\$ Rég.: 599\$



Futon de style contemporain
 Matelas à ressorts, structure en acier résistant
 Aussi offert de couleur bleue
Livraison gratuite
349\$
RABAIS DE 50\$ Rég.: 399\$

BRAULT & MARTINEAU
 On s'occupe de vous
 10 grands magasins
 braultandmartineau.com

Livraison gratuite 7 jours sur 7 dans un rayon de 200 km*
 *Détails en magasin



HEURES D'OUVERTURE
 Lundi au vendredi 9h à 21h
 Samedi 9h à 17h
 Dimanche 10h à 17h

BROSSARD Tél.: 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél.: 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél.: 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél.: 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél.: 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

REPENTIGNY Tél.: 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél.: 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél.: 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél.: 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél.: 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Prix en vigueur du mardi 3 juillet à dimanche 8 juillet 2007. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.). Détails en magasin. * Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin.
 * Termes et conditions de la vente: achat minimum requis de 499\$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799\$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Détails en magasin.

ACTUALITÉS

Les pétrolières indépendantes ne veulent pas de la taxe verte

Les pétrolières indépendantes du Québec demandent à être exemptées de la «taxe verte» qui sera imposée dès l'automne par le gouvernement Charest, affirmant que leur survie en dépend. Les indépendants du pétrole prétendent que la redevance exigée dépasse largement leurs profits réels.

La PDG de l'association qui les représente, Sonia Marcotte, soutient que cette taxe met en péril les pétrolières à intérêt québécois.

Elle rappelle que, contrairement aux grandes pétrolières, les indépendants sont absents des opérations de raffinage et du marché du brut, qui engendrent des profits faramineux.

Les indépendants du pétrole exploitent près de la moitié des 3900 postes d'essence au Québec.

- Presse Canadienne

Aéroports: un arbitre rejette les tests antidrogue sur les employés

Les tests antidrogue faits au hasard sur des employés des aéroports canadiens constituent un exercice abusif des droits d'un employeur, selon un arbitre qui vient de se prononcer sur un grief déposé par un syndicat de fonctionnaires fédéraux.

Dans une décision rendue contre la Greater Toronto Airports Authority, un arbitre du travail donne raison à l'Alliance de la fonction publique du Canada, qui avait décidé de contester ces tests de dépistage antidrogue en milieu de travail en déposant un grief il y a maintenant plus de six ans, en février 2001.

L'arbitre a rejeté les arguments de l'employeur voulant qu'un test positif prouvait nécessairement un affaiblissement des facultés, et qu'il permettait de déceler les augmentations de risques quant à la sécurité.

- Le Droit

VIADUC DE LA CONCORDE

La fissure pouvait être détectée, estime un expert

BRUNO BISSON

Les ingénieurs du ministère des Transports du Québec (MTQ) qui ont inspecté le viaduc de la Concorde, en 2004, auraient pu déceler la fissure interne qui a provoqué la chute de l'ouvrage deux ans plus tard, s'ils avaient prélevé des échantillons de béton dans la culée sud-est de cette structure malade.

C'est ce qu'a révélé hier Jacques Marchand, professeur à l'Université Laval et spécialiste de renommée internationale dans l'analyse des matériaux, lors d'une audience publique de la Commission d'enquête sur le viaduc de la Concorde, présidée par l'ancien premier ministre du Québec Pierre Marc Johnson.

Contre-interrogé par les avocats du MTQ et des ingénieurs de Desjardins Sauriol, qui ont conçu ce viaduc en 1970, M. Marchand a défendu la technique du carottage, et affirmé qu'il s'agit d'une méthode d'investigation courante des ouvrages en béton, moins destructrice qu'il n'y paraît, assez facile à réparer, et qui peut aider à révéler la présence de fissures cachées dans les structures routières.

M. Marchand, cosignataire du volumineux rapport technique sur les causes de l'effondrement du viaduc de la Concorde, à Laval, complétait hier un long témoignage de trois jours au cours duquel il a exposé les conclusions des experts de la Commission, résumées dans une brique de 200 pages.

Selon ce rapport, rendu public mercredi par la commission Johnson, le viaduc du boulevard de la Concorde s'est effondré le 30 septembre dernier, à la suite d'une rupture de béton survenue dans la culée sud-est de la structure qui a entraîné la chute des poutres de la travée sud sur l'autoroute 19, à Laval.



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

L'expert Jacques Marchand a reconnu, hier, que la fissure n'était pas visible de l'extérieur du viaduc. Mais selon lui, la structure montrait de nombreux signes de déficiences. Cette photo d'archives montre des analystes dans les jours qui ont suivi l'effondrement du viaduc.

Les cinq personnes qui prenaient place dans deux véhicules circulant sous la structure, à cet instant précis, ont été tuées sur le coup. Les six occupants des quatre véhicules circulant sur le viaduc du boulevard de la Concorde ont été blessés, dont quatre grièvement.

Le rapport estime que la rupture de béton a été initiée par une fissure qui a couru pendant des décennies dans la masse du viaduc, avant de se frayer un chemin jusqu'aux parois extérieures.

Pour expliquer la présence et la progression de cette fissure, une combinaison de facteurs a été mise en cause: un béton inadéquat pour résister aux cycles gel-dégel, en présence de sels fondants; une absence d'armature pour freiner l'évolution de la fissure; une mauvaise disposition des aciers d'armature durant la

construction du viaduc, et une procédure incorrecte suivie par le MTQ pour remplacer un joint de dilatation, en 1992.

Les experts ont conclu que l'ingénieur Gilles Dupaul, le concepteur du viaduc, n'a commis aucune dérogation aux normes canadiennes de construction de l'époque. Quant à la fissure, qui est à l'origine de tout, on ne saura probablement jamais comment ni quand elle est arrivée là.

M. Marchand a reconnu, hier, que cette fissure n'était pas visible de l'extérieur du viaduc. Mais selon lui, la structure montrait de nombreux signes de déficiences. Des fissures en cisaillement couraient sur les parois. De grandes taches d'efflorescence s'épandaient sur les parois du viaduc. Le béton se désagrégeait au toucher, à maints endroits.

Il n'a toutefois pas voulu blâmer l'ingénieur Christian Mercier, de la Direction des structures du MTQ, qui n'a pas pu diagnostiquer le mal dont souffrait ce viaduc, en 2004, et qui n'a pas eu recours au carottage pour en savoir davantage sur l'intérieur de la structure.

«M. Mercier, a-t-il dit, n'avait pas en main tous les éléments nécessaires pour tirer les conclusions sur les impacts possibles des fissures qui apparaissaient sur les parois de la structure.»

M. Marchand n'est pas spécialisé dans l'inspection, l'entretien et la réparation des structures. L'ingénieur Alexander Vaysburd présentera un rapport sur ces questions dans les prochaines semaines.

La commission Johnson reprend ses travaux lundi.

ANGLAIS

CONVERSATION OU ANGLAIS DES AFFAIRES

PETITS GROUPES : 3 À 7 PERSONNES, COURS PRIVÉS, TOUTES LES LANGUES

À temps partiel et semi-intensif | matin, après-midi, soir, samedi | 1 à 7 fois / sem. • 375 \$ / 45h*

COURS INTENSIF de jour, 25 h / semaine 165\$ à 183\$ / semaine*

*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription: 45\$. Agréée par Emploi-Québec

École de langues postmoderne | Cours privés: toutes les langues

Converlang inc. Formation en Entreprise adaptée à vos besoins

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Montréal (514) 278-5309 www.converlang.com

R.B.Q. 1983-2179-28

Zytco Solariums

Vous le méritez bien!

Laval : 3155, Jules-Brillant • St-Laurent : 4940, Ch. Bois-Franc • Longueuil : 848, Trans-Canada
Gatineau : 1201, St-Joseph • Ottawa : 1460, Ch Cyrville, Unité 1 • Québec : 5237, boul. Wilfrid-Hamel O.

Visitez nos salles de montre • www.zytco.com • 1-800-361-9232

La famille à l'Hôtel Château Laurier

avec Plaisir!

Chambre à partir de **129\$*** par nuit en occ. simple ou double Minimum de 2 nuits

1 billet gratuit par personne au choix pour le Musée de la civilisation, Musée national des Beaux-Arts de Québec, Imax ou le Canyon Sainte-Anne

* Taxes en sus.
Valide du 1^{er} juillet au 12 septembre 2007.
Ne peut être jumelé à aucune autre promotion.

HÔTEL CHÂTEAU LAURIER QUÉBEC ★★★★★

GRANDE ALLÉE • GEORGE-V • PLAINES D'ABRAHAM
1220, place George-V Ouest, Québec

1-877-999-9620
www.hotelchateaulaurier.com

VOTRE HÔTEL SUR LES PLAINES

Vieux-Québec

... véritable musée à ciel ouvert, jalonné de multiples rues historiques aux boutiques raffinées. Vieux-Québec... son éventail culinaire distinctif... ses parcs romanesques. Votre chambre avec vue magnifique sur le Vieux-Québec et le Saint-Laurent. À partir de **149\$** en occupation simple ou en occupation double, gratuit pour les enfants accompagnés des parents, selon la disponibilité en juillet. Piscine extérieure chauffée, gâteries et jeux pour les enfants.

1-800-447-2411

Hilton sur Vieux-Québec

hiltonquebec.com Forfaits Famille • Romance • Beaux-Arts

Camping?

Laissez-vous tenter!

Plus de 145 modèles différents

Visitez les tentes grandeur nature : exposition intérieur et extérieur!

Une seule adresse André Jac Sport

5520, boul. des Laurentides, Laval
450 622-2410 / Sans frais : 1 800 997-2410
www.andrejacsport.com

VACANCES D'ÉTÉ ENSOLEILLÉES

Prix disponibles en ligne seulement à www.goTravelDirect.com. Contribution au fonds d'indemnisation de 3.50 \$ par tranche de mille dollars en supplément. Départs de Montréal. Les prix sont par personne en occupation double. Forfaits tout compris incluent les vols, l'hôtel, repas, boissons, transferts, taxes et frais. Vols sur les ailes de Zoom Airlines. Les prix annoncés sont en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations jusqu'au 9 juillet 2007. Certaines conditions s'appliquent. Pour plus de détails visitez www.goTravelDirect.com. Go Travel Direct est titulaire d'un permis du Québec.

<p>★ ★ ★ ★ ★</p> <p>PUNTA CANA REP. DOM. CLUB GRAND PARADISE</p> <p>899\$</p> <p>1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LE 3 AOÛT</p>	<p>★ ★ ★ ★ ★</p> <p>PUNTA CANA REP. DOM. CLUB GRAND PARADISE</p> <p>949\$</p> <p>1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LES 10 ET 17 AOÛT</p>	<p>★ ★ ★ ★ ★</p> <p>PUNTA CANA REP. DOM. CLUB GRAND PARADISE</p> <p>1199\$</p> <p>1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LE 27 JUIL.</p>
<p>★ ★ ★ ★ ★</p> <p>PUERTO PLATA REP. DOM. CELUSMA TROPICAL</p> <p>999\$</p> <p>1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LE 13 JUIL.</p>	<p>★ ★ ★ ★ ★</p> <p>PUERTO PLATA REP. DOM. BLUE BAY GETAWAY</p> <p>1099\$</p> <p>1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LE 20 JUIL.</p>	<p>★ ★ ★ ★ ★</p> <p>PUERTO PLATA REP. DOM. LIFESTYLE TROPICAL</p> <p>949\$</p> <p>1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LE 27 JUIL ET LE 3 AOÛT</p>

VACANCES FAMILIALES

1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

<p>PUERTO PLATA REP. DOM. CELUSMA TROPICAL</p> <p>879\$ 3.5*</p> <p>ENFANTS 699\$ LE 10 AOÛT</p>	<p>PUNTA CANA REP. DOM. CLUB GRAND PARADISE</p> <p>949\$ 4*</p> <p>ENFANTS 699\$ LE 24 AOÛT</p>
---	--

GO TRAVEL DIRECT

GoTravelDirect.com

(514) 849.3344 • 303 rue Émery

HYUNDAI 3, TOYOTA 0.



Prix « Qualité totale »



Santa Fe 2007 de Hyundai
Gagnant du prix « Total Quality Award™ »
2007 de Strategic Vision pour la plus
grande satisfaction des propriétaires de
VUS compact.

Entourage 2007 de Hyundai
Gagnante du prix « Total Quality Award™ »
2007 de Strategic Vision pour la plus
grande satisfaction des propriétaires de
minifourgonnette. (3 véhicules à égalité)

Azera 2007 de Hyundai
Gagnante du prix « Total Quality Award™ »
2007 de Strategic Vision pour la plus
grande satisfaction des propriétaires de
grande berline.

Pour la première fois de son histoire, Hyundai a construit le plus grand nombre de véhicules ayant dominé les sondages de l'index de qualité totale (Total Quality Index™) de Strategic Vision en remportant le 1^{er} rang dans plus de catégories que les véhicules Toyota et Honda réunis. Ces prix d'excellence, comme pour les nombreux autres prix remportés récemment par Hyundai, témoignent de notre engagement à construire des véhicules exceptionnels qui se démarquent en matière de qualité, de design, de sécurité et pour leur rapport qualité/prix incomparable. Pour en savoir davantage sur nos trois véhicules primés par Strategic Vision, ou sur tout autre véhicule primé de la gamme Hyundai, **visitez notre site hyundaicanada.com**.



ACTUALITÉS

Alerte au dentifrice

À la suite d'une mise en garde diffusée le 29 juin, Santé Canada conseille de ne pas utiliser le produit faussement étiqueté comme du Colgate Fluoride Toothpaste Maximum Cavity Protection. Des analyses ont révélé la présence dans ce produit d'une autre bactérie potentiellement dangereuse. Si elle est confirmée, la présence de cette bactérie pourrait poser un risque grave pour la santé. On recommande aux consommateurs de cesser immédiatement d'utiliser le produit et de remplacer leur brosse à dents. Le produit doit être gardé hors de la portée des enfants. Les consommateurs doivent également fermer le tube hermétiquement et le placer dans un sac scellé. Ils devraient également se laver les mains après l'avoit manipulé. Le produit est vendu en format de 100 ml et porte l'inscription « Manufactured in South Africa ». L'étiquette comporte des fautes comme « isclinically », « SOUTH AFRLCA » et « South African Dental Association ». Info : 1-800-268-6757 ou consulter www.colgate.ca. - Presse canadienne

PISCINES RÉSIDENTIELLES

Les tremplins seront réglementés

LOUISE LEDUC

D'ici environ un an, les tremplins vendus au Québec seront assortis d'une norme provinciale visant à assurer que leur installation soit sécuritaire. À plus ou moins brève échéance, les piscines résidentielles, de façon générale, seront aussi réglementées.

Nathalie Normandeau, vice-première ministre, en a fait l'annonce hier, donnant en même temps le coup d'envoi d'une campagne québécoise d'information sur la sécurité dans les piscines qui tournera pendant trois ans.

En conférence de presse, la ministre a rappelé que le Québec est la province canadienne où surviennent le plus grand nombre de noyades dans des piscines résidentielles, soit 11 par année en moyenne. Dans plus de la moitié des cas, les victimes sont des enfants de 4 ans.

Entre 2001 et 2006, 41 personnes ont par ailleurs été hospitalisées au Québec pour une blessure médullaire (à la moelle épinière) consécutive à un plongeon dans une piscine trop peu profonde.

D'où cette nouvelle norme pour les tremplins, qui précisera, par exemple, pour quel type de piscine et quelle profondeur un tremplin pourra être vendu. « Il y a un an, nous avons fait le tour des normes connues dans différents pays, explique Jean Rousseau, chef, normalisation et certification du Bureau de normalisation du Québec. Devant tous les accidents – qui entraînent des paralysies et des coûts sociaux importants – nous avons réalisé qu'une norme s'imposait. »

Normalement, le délai pour la mise en place d'une telle norme est d'environ un an.

Quand la chose sera faite, la

norme sera inscrite dans la réglementation québécoise, et les fabricants devront la respecter. « La mesure ne sera sûrement pas rétroactive, les tremplins déjà sur le marché ne seront sûrement pas touchés, mais ceux qui en possèdent un chez eux seront tout de même sensibilisés à l'importance de faire certaines vérifications », dit M. Rousseau.

À court ou moyen terme, Québec mettra aussi en place une consultation publique en vue de se doter d'un cadre réglementaire uniforme sur la sécurité des piscines résidentielles, de façon générale. La responsabilité de veiller au respect de cette future réglementation incombera aux municipalités.

L'Union des municipalités du Québec s'est réjouie de la création prochaine d'une norme pour les tremplins mais a dit espérer, par voie de communiqué, que les municipalités ne soient pas « les seules responsables dans la mise en œuvre de mesures de sécurité (...), cette responsabilité étant collective et devant être partagée notamment avec les fabricants, vendeurs, installateurs et assureurs ».

En attendant, Québec rappelle qu'une piscine sécuritaire pour les enfants est inaccessible en dehors des périodes de baignade – donc très bien clôturée – et surveillée par des adultes en tout temps pendant la baignade.

Dans sa propre campagne de sécurité lancée en mai, l'organisme SécuriJeunes Canada signalait qu'une clôture mesurant 1,2 mètre de haut et équipée d'une porte à fermeture ou à verrouillage automatiques peut empêcher sept noyades sur 10 d'enfants de moins de 5 ans.

Vive les cours de natation ! disait aussi l'organisme



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE ©
Le gouvernement québécois veut réduire le nombre de décès et d'accidents dans les piscines résidentielles.

SécuriJeunes Canada. Attention, cependant, qu'ils n'entraînent pas un faux sentiment de sécurité. Même si vos enfants sont

de vrais petits poissons, il faut les surveiller en tout temps, fait valoir l'organisme. Avec la Presse Canadienne



Nikon
Au cœur de l'image

Avis de service technique pour les utilisateurs d'appareils photo numériques Nikon COOLPIX L4

Merci d'avoir choisi Nikon pour répondre à vos besoins en matière de photographie.

Bien que Nikon ait pris de nombreuses mesures afin d'assurer la meilleure qualité possible et attendue de tous les produits Nikon, nous avons constaté que les composants de châssis d'un nombre limité d'appareils photo numériques COOLPIX L4 ont été fabriqués avec un matériau non approuvé. Ces composants de châssis ne sont pas conformes aux critères de qualité Nikon concernant la résistance et la durabilité.

Nikon estime que l'utilisation de ce matériau non approuvé, associée à d'autres facteurs, a contribué d'une certaine manière à cinq incidents impliquant des appareils photo numériques COOLPIX L4 vendus au Canada. Lors de ces cinq incidents, une vis logée à l'intérieur de l'appareil s'est desserrée créant ainsi un court-circuit et générant suffisamment de chaleur pour faire fondre une partie arrière du boîtier, près de l'écran LCD. Ces incidents peuvent être reliés à un groupe d'appareils COOLPIX L4 produit sur une période de quatre jours. Nikon estime que ces cinq incidents sont très certainement liés à l'utilisation de ce matériau non approuvé, associée avec un événement encore non identifié, probablement survenu lors de la production, de l'acheminement ou d'une mauvaise utilisation, et n'estime pas qu'à ce jour, le problème ait affecté d'autres unités que celles fabriquées durant la période de quatre jours mentionnée précédemment.

Néanmoins, afin de respecter notre engagement à ne fournir que des produits de la plus haute qualité, Nikon a décidé de diffuser ce message d'avis à l'attention de tous les propriétaires d'appareils photo numériques COOLPIX L4 achetés au Canada.

Prenez note que le numéro de série à huit chiffres, est situé sous l'appareil photo. Si vous possédez un appareil photo numérique Nikon COOLPIX L4 avec un numéro de série compris entre 50017674 et 50030095 inclus – la série d'appareils fabriquée avec le matériau non approuvé durant la période mentionnée ci-dessus. S'il vous plaît, retirer les piles et retourner l'appareil photo au centre de réparation. Les instructions pour retourner votre appareil photo au centre de réparation Nikon Canada peuvent être téléchargées sur le site www.nikon.ca/avis, ou obtenues en téléphonant au 1-877-534-9910, du lundi au jeudi, de 8:45 à 16:45 et le vendredi de 8:45 à 15:00 heure de l'Est. Nikon Canada inspectera et, si nécessaire, effectuera les réparations en s'assurant de vous renvoyer l'appareil dans les plus brefs délais, aux frais de la société Nikon.

Nous vous prions d'accepter nos excuses les plus sincères pour les désagréments ayant pu survenir, et espérons que vous continuerez à choisir Nikon pour répondre à vos besoins en matière de photographie.

vente de PIANOS

DU 3 AU 14 JUILLET
PAYONS LES 2 TAXES
+ DE 60 PIANOS



(514) 722-8741
3338 Belair, Montréal

PAR BOUTILLIER
MUSIQUE INC.

Résultats des tirages du: 2007-07-06

LOTTO QUÉBEC	01 05 11 20 28 40 44	17 compl.
Le Mini LOTOS BONIS	603309	NUMÉRO COMPLET 50 000 \$
		5 PREMIERS 1 000 \$
		4 DEMIERS 250 \$
		3 DEMIERS 25 \$
		2 DEMIERS 5 \$
		1 DEMIER 1 \$
1 Toyota Camry Hybride*	15 lots de 1 000 \$	(non décomposables)
718A221	144A706 466A184 794A029 927A539	
	179A571 482A501 810A137 931A248	
	242A954 721A044 855A388 996A142	
	335A042 752A301 898A286	
*Cette voiture est échangeable contre un chèque de 35 000 \$.		
POWER	03 04 05 07 08 11 18 25 32 33	3 526
	39 40 43 50 59 62 63 64 67 70	4 3065
Astro	Jour - Mois - Année - Signe	
	31 - AVRIL - 73 - CANCER	
Extra	3866891*	500 000 \$ *décomposable dans les deux sens.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.		
TRIO LOTOS	649	SUPER 7
LOTS BONIS, AUJOURD'HUI 3 X 77 777 \$*		
*À partager parmi le nombre de gagnants		
Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur un billet Trio lotos valide le samedi 2007-07-07 sont admissibles au tirage des lots bonis 7-7-7.		

Mobilier
PHILIPPE DAGENAIS

2 MILLIONS DE MEUBLES À LIQUIDER

JUSQU'À
60%
DE RABAIS

Laval 1965, autoroute des Laurentides
450.686.9888

Bromont 117, boulevard Bromont
450.534.4877

JUSQU'À
80%
DE RABAIS

CENTRE DE LIQUIDATION
FERMÉ LE LUNDI

Laval 4463, autoroute Laval Ouest
450.688.6888

DÉCOUVREZ GROSSE-ÎLE
LE SECRET LE MIEUX GARDÉ D'AMÉRIQUE

Croisière et visite de Grosse-Île 43,50 \$
Informez-vous sur le tour des îles et escapade à l'Isle aux Grues

CROISIÈRES LACHANCE
BERTHIER-SUR-MER

1 888 476-7734 croisiereslachance.com

Chaudière Appalaches
chaudiereappalaches.com • 1 888 831-4411

Choisissez votre forfait : Grosse-Île, golf, théâtre d'été, gastronomie, détente ou villégiature incluant 1 nuit d'hébergement, 1 souper et 1 petit déjeuner.
À partir de : Auberge du Faubourg 97 \$, Manoir des Érables 104 \$ ou Appalaches 89 \$
Par pers. Occ. double. Service inclus. Taxes en sus. Activités en supplément.

Auberge du Faubourg
Centre de Saint-Jean-Port-Joli

Saint-Jean-Port-Joli
1 800 463-7045
aubergedufaubourg.com

Manoir des Érables
AUBERGE • RESTAURANT • SPA

Montmagny
1 800 563-0200
manoirdeserables.com

APPALACHES
LODGE • SPA • VILLÉGIATURE

Saint-Paul-de-Montminy
1 866 661-0106
appalachesspa.com

Un civil à la tête de la GRC

HUGO DE GRANDPRÉ

Pour la première fois de son histoire, la GRC sera dirigée par une personne qui ne provient pas de ses rangs. D'ici 10 jours, William Elliott, un ancien sous-ministre de la Sécurité publique et conseiller des premiers ministres Paul Martin et Stephen Harper en matière de sécurité, succédera à Giuliano Zaccardelli comme commissaire de la police fédérale.

M. Elliott prend la barre alors que le corps policier traverse une période trouble. Il y a trois semaines, un rapport commandé par le gouvernement conservateur dénonçait des problèmes graves de gouvernance et recommandait une réforme urgente.

L'avocat s'est adressé aux médias au parlement, hier, après que le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, eut annoncé sa nomination. Il s'est dit prêt à assumer ses nouvelles responsabilités.

«J'ai hâte de travailler en collaboration avec les cadres supérieurs de la GRC et le groupe de travail qui doit être créé pour examiner les problèmes, a-t-il dit. Je suis confiant qu'ensemble, nous pouvons identifier et établir un modèle de gouvernance amélioré et plus approprié pour une organisation policière moderne et sophistiquée.»

Le curriculum vitæ de M. Elliott est bien étoffé. Il était le sous-ministre responsable de la sécurité et de la sûreté à Transports Canada lors des attaques du 11 septembre 2001. Depuis un an, il est sous-ministre délégué de la Sécurité publique. Il a aussi été sous-commissaire de la Garde côtière canadienne de 1998 à 2000.

Les compétences et l'expérience du haut fonctionnaire lui permettront de bien réussir dans ses nouvelles fonctions, a souligné M. Day. Il s'est dit particulièrement encouragé par son expérience politique. «Il n'est pas essentiel d'avoir ce genre d'expérience. Mais je crois que cela l'aidera, car il connaît bien les murs et les obstacles qui existent.»

Professeur à l'Université d'Ottawa et spécialiste des questions de sécurité, Wade Deisman voit l'annonce d'un bon œil. «Je m'attends à ce que M. Elliott se heurte à ceux qui ont l'habitude que les choses soient menées à l'ancienne. Mais je suis très optimiste. En faisant ce geste, le gouvernement a lancé un avertissement à tout le monde dans l'organisation en disant: il est temps de moderniser les forces.»

Le représentant de l'Association des membres de la police montée du Québec,



Le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day (à droite), a annoncé la nomination de William Elliott au poste de commissaire de la police fédérale. Il succède ainsi à Giuliano Zaccardelli, qui a quitté la GRC en décembre dans la controverse.

Gaétan Delisle, croit quant à lui que l'arrivée d'un civil à la tête de la GRC sera généralement bien reçue. «C'est une personne qui a eu la confiance du premier ministre du Canada, alors que notre ancien commissaire avait quelque peu perdu celle de tous les Canadiens», a-t-il souligné.

à plusieurs reprises, pour leur rôle dans l'affaire Arar et la gestion des caisses de retraite et d'assurance, entre autres.

Chargé d'enquêter sur ce dernier scandale, le commissaire David Brown a recommandé en juin dernier qu'un groupe de travail chargé d'amorcer une réforme du mode de

L'opposition officielle demande au nouveau commissaire de comparaître devant le comité parlementaire de la sécurité publique avant son entrée en fonction, prévue pour le 16 juillet.

«Ce n'est pas tout le monde qui est en maudit et qui croit que ça aurait dû être quelqu'un de l'intérieur. Plusieurs pensent même qu'il est à peu près temps que tout ça soit nettoyé un peu», a ajouté M. Delisle.

Scandales et demande de comparution

Au cours des dernières années, la GRC et ses dirigeants ont été montrés du doigt

gouvernance de la GRC soit créé. Il a qualifié cette réforme d'urgente. Il a en outre décrit l'ex-commissaire Giuliano Zaccardelli et certains cadres supérieurs comme des dictateurs qui ont encouragé la culture de camouflage au sein de l'organisation.

M. Zaccardelli a dû démissionner en décembre, après avoir livré un témoignage contradictoire sur le rôle de la GRC dans

WILLIAM J.S. ELLIOTT

- > Âgé de 53 ans
- > Quatre enfants
- > Diplômé en droit de l'Université d'Ottawa
- > Sous-ministre délégué de la Sécurité publique depuis mai 2006
- > Conseiller en matière de sécurité nationale des premiers ministres Martin et Harper à partir d'avril 2005
- > Sous-ministre adjoint, sécurité et sûreté, à Transports Canada, de 2000 à 2003
- > Sous-commissaire de la Garde côtière canadienne, de 1998 à 2000.

l'emprisonnement et la torture en Syrie d'un Canadien originaire de ce pays, Maher Arar.

Le Parti libéral a réclamé hier des éclaircissements à ce sujet. Selon la critique du parti en matière de Justice, Marlene Jennings, William Elliott a dû, en tant que haut fonctionnaire, participer à la séance de préparation de l'ex-commissaire en vue de son témoignage. «Cela soulève des doutes tout à fait raisonnables sur la légitimité et l'impartialité du réaménagement de la culture de gestion de la GRC», a-t-elle dit.

L'opposition officielle demande au nouveau commissaire de comparaître devant le comité parlementaire de la sécurité publique avant son entrée en fonction, prévue pour le 16 juillet. «M. Elliott devrait, dans un forum public, expliquer son point de vue sur toutes les recommandations que le juge O'Connor a faites en vue de réformer la GRC», a précisé M^{me} Jennings.

Dans son deuxième rapport sur l'affaire Arar, rendu public avant Noël, Dennis O'Connor préconisait notamment la création d'un nouvel organe public pour superviser la GRC et recevoir les plaintes. William Elliott a évité de prendre quelconque engagement à ce sujet, hier.

«La première chose que je compte faire est de m'efforcer à mieux connaître les hommes et les femmes de l'organisation, de connaître leurs priorités et leurs préoccupations, et de travailler avec eux et avec le gouvernement et le groupe de travail pour faire face aux défis qui se présentent», a indiqué M. Elliott, qui remplacera Beverley A. Busson, qui assurait l'interim depuis décembre.

Par ailleurs, la composition du groupe de travail recommandé par le commissaire Brown sera annoncée dans les prochains jours.

EN BREF

Les dépouilles des six soldats canadiens quittent l'Afghanistan

Les dépouilles des six soldats canadiens tués mercredi ont quitté l'Afghanistan hier soir. Plus de 1000 militaires des forces de la coalition ont salué les cercueils drapés de l'unifolié canadien à l'aéroport de Kandahar. Les capitaines Matt Dawe et Jefferson Francis, le caporal chef Colin Bason, les caporaux Jordan Anderson et Cole Bartsch et le soldat Lane Watkins ont été tués sur le coup quand leur véhicule blindé a sauté sur une puissante bombe artisanale au sud-ouest de Kandahar. PC

Les locaux de la GRC devraient être surveillés

Le jury du coroner dans l'enquête sur la mort d'un jeune homme alors qu'il était sous la garde de la police a estimé qu'il devrait y avoir une surveillance électronique permanente dans les locaux de la GRC et qu'un policier ne devrait jamais se retrouver seul avec un suspect. Le coroner Shane DeMeyer avait demandé aux cinq membres du jury de faire des recommandations afin d'éviter des morts similaires. Ian Bush avait été arrêté en octobre 2005, en Colombie-Britannique, alors qu'il buvait une bière. Moins d'une heure plus tard, il a été retrouvé mort dans un poste de la GRC. L'agent Paul Koester a soutenu qu'il avait abattu l'homme de 22 ans dans un geste de légitime défense. Les deux hommes étaient seuls. PC

119 discothèques visitées pour vous

ON VOIT À TOUT NOLITOURS.COM

PISCINES VAL-MORIN DEPUIS 1973

LA GRANDE LIQUIDATION SOUS LE CHAPITEAU

PERFORMANCE ET CONFORT À BAS PRIX

Ensemble Bistro Java

PRIX CHAPITEAU

89^{95\$}

SPAS

À compter de

2200^{\$}

Balancoire 4 places Sojag

PRIX CHAPITEAU

549^{95\$}

BBQ Legacy 36" inox

PRIX RÉGULIER

1999^{\$}

Du 6 au 22 juillet 2007 à la succursale de Laval seulement.

Préparez-vous à acheter beaucoup et à dépenser peu pendant la grande liquidation sous le chapiteau. Piscines hors terre, spas, meubles de jardin, barbecues et accessoires à prix qui défient l'imagination. Mais seulement pendant la liquidation.

Les prix et les promotions sont valides du 6 au 22 juillet 2007 et ne peuvent être jumelés à aucune autre promotion en cours. Les photos peuvent différer des produits offerts et l'inventaire peut varier. Taxes en sus. Quantité limitée. Les prix sont sujets à changement sans préavis. Détails en magasin.

1599^{\$}

3492687A

Financement disponible BANQUE LAURENTIENNE

3492686A

<p>VARADERO Cuba Cameleon Club Puntarena 3+★ Tout compris 24 hrs, 7 nuits Vendredis, 3, 10, 17 et 24 août</p> <p>939 \$</p>	<p>CAYO COCO Cuba NH Krystal Laguna 4★ Tout compris, 7 nuits Lundis, 6, 13, 20 et 27 août</p> <p>1049 \$</p>
<p>RIVIERA MAYA Mexique H10 Hacienda Maya 4★ Tout compris, 7 nuits Samedis, 4, 11 et 18 août</p> <p>1189 \$</p>	<p>PUERTO PLATA République dominicaine Bahia Principe San Juan 4★ Tout compris 24 hrs, 7 nuits Dimanches, 5, 12, 19 et 26 août</p> <p>1199 \$</p>

FORFAIT DU JOUR

SANTA LUCIA
Cuba
Cameleon Brisas Santa Lucia
3+★ Tout compris 24 hrs, 7 nuits
Vendredis, 3, 10, 17 et 24 août

899 \$

<p>VALLARTA NAYARIT Mexique Royal Decameron Complex 4★ Tout compris, 7 nuits Samedis, 4, 11, 18 et 25 août</p> <p>1239 \$</p>	<p>PUNTA CANA République dominicaine Sirenis Tropical Suites 4★ Tout compris, 7 nuits Samedis, 4, 11 et 18 août</p> <p>1249 \$</p>	<p>PUNTA CANA République dominicaine Catalonia Bavaro Beach 4+★ Tout compris, 7 nuits Vendredis, 3, 10, 17 et 24 août</p> <p>1259 \$</p>
---	--	--

<p>VARADERO Cuba Barcelo Solymar Beach Resort 4★ Tout compris 24 hrs, 7 nuits Dimanches, 5, 12 et 19 août</p> <p>1279 \$</p>	<p>HOLGUIN Cuba Hotel Playa Pesquero 4+★ Tout compris 24 hrs, 7 nuits Samedis, 4, 11, 18 et 25 août</p> <p>1289 \$</p>	<p>RIVIERA MAYA Mexique Gran Bahia Principe Akumal 4+★ Tout compris 24 hrs, 7 nuits Vendredis, 3, 10, 17 et 24 août</p> <p>1549 \$</p>
--	--	--

Événement

20 ans

de vacances!

transat

À gagner:
1 voyage pour 2 par année, pendant 20 ans!

Détails et inscription au www.20ansdevacances.com

POUR PLUS D'INFORMATION SUR CES DESTINATIONS ET PRÈS DE 200 FORFAITS-VACANCES, VISITEZ NOLITOURS.COM

OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES.

clubvoyages
1 866 777-0608

Voyages Sears
En magasin 1 866 399-7327

CAA Voyages
1 888 549-5559

AMERICAN EXPRESS
1 888 414 8747

Départs de Montréal. Tous les prix sont par personne en occupation double (catégorie de base), incluant les taxes et les rabais applicables. Les prix annoncés sont ceux en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées les 7 et 8 juillet 2007. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure Sud 2006-2007 de Nolitours. Vols effectués sur les ailes d'Air Transat et CanJet. Nolitours est une division de Transat Tours Canada Inc. et est titulaire d'un permis du Québec (no. 825121). Ses bureaux sont situés au 300, rue Léon-Pariseau, bureau 500, Montréal (Québec) H2X 4C2.

Prix excluant le 3,50\$/1000\$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

ACTUALITÉS

AFFAIRE DE L'AVOCAT BENOÎT CLICHE

Le juge Boilard pourfend la police et la Couronne

CHRISTIANE DESJARDINS

L'écoute électronique effectuée aux dépens de l'avocat Benoît Cliche est entachée de vices fatals, estime le juge Jean-Guy Boilard, qui a totalement exclu cette partie de la preuve hier. Du même soufflé, le juge a descendu en flammes le travail de la police et des procureurs, qui ont voulu « piéger deux avocats » au mépris des règles.

« Il y a des limites à tolérer l'incompétence et la mauvaise foi des agents de l'État, peu importe leur fonction », a dit le magistrat, qui a rendu cette décision en vue du procès de l'avocat Benoît Cliche. L'avocat de 49 ans doit subir en octobre un procès sous des accusations de gangstérisme et d'entrave. Il a été arrêté le 5 novembre 2003, en même temps que plusieurs individus, dans le cadre de l'opération Ouragan, qui visait le trafic de stupéfiants d'une organisation criminelle dirigée par un de ses clients, Steven Bertrand, proche des Hells Angels. Une partie de la preuve retenue contre le criminaliste concernait de l'écoute électronique effectuée, à son insu, à son bureau d'avocat du Vieux-Montréal en février 2003, de même qu'en septembre et octobre la même année dans un parloir d'un pénitencier de Laval, pendant qu'il parlait à son client Steven Bertrand.

L'avocat de Cliche, M^e Louis Belleau, alléguait que cette preuve avait été recueillie illégalement. Le juge Boilard en arrive lui aussi à cette conclusion, pour deux raisons principalement. D'abord, il faut obtenir l'autorisation personnelle du Procureur général pour intercepter des communications des avocats. Dans le cas qui nous occupe, on s'est contenté d'une autorisation verbale du sous-pro-



Le juge Jean-Guy Boilard.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

cureur général pour envoyer un agent-source, André Bernier, muni d'une enregistreuse de corps, au bureau de l'avocat Cliche. Deuxième erreur : l'autorisation d'écoute obtenue auprès d'un juge donnait beaucoup trop de latitude à cet agent-source. « Une autorisation fondamentalement défectueuse qui confère à la police et à son agent d'infiltration Bernier une complète discrétion dans le choix des interlocuteurs et du lieu où des conversations peuvent être interceptées », note le juge, qui n'a pas apprécié la manière dont on s'y est pris pour épier et piéger l'avocat Cliche. Voyons plutôt.

Il devient une cible

Le 3 février 2003, l'agent-source Bernier, qui est rémunéré par l'État tout en gardant sa couverture dans le milieu des stupéfiants, reçoit la visite de fiers-à-bras qui font partie de la même organisation criminelle que lui. Ils l'accusent d'avoir volé de la marijuana et exigent 100 000\$. Dans l'espoir de faire cesser cette intimidation, Bernier veut demander l'intervention de la tête dirigeante de l'organisation, Steven Bertrand. Comme celui-ci est en prison, le meilleur moyen de l'atteindre est de passer par son avocat, M^e Benoît Cliche. Ce dernier n'est pas une cible à ce moment. En

rencontrant l'avocat Cliche, l'agent-source ne doit chercher qu'à faire passer son message à Bertrand en prison. Mais voilà, avec l'accord du représentant du procureur général, M^e Randall Richmond, l'agent-source se rend chez l'avocat Cliche muni d'une enregistreuse de corps. Il profite de l'occasion pour se plaindre amèrement de la piètre qualité de la cocaïne qu'on lui fournit depuis l'incarcération de Bertrand. C'est en grande partie un monologue, parsemé d'interjections de Cliche, précise le juge Boilard. Le même jour, enquêteurs et procureurs affectés à Ouragan écoutent les enregistrements et décident

d'intercepter d'autres conversations. Deux jours plus tard, l'agent-source enregistre à nouveau l'avocat Cliche, quand ce dernier l'avise que l'intimidation sera réglée. À partir de ces conversations, les officiers de l'État obtiendront une autorisation d'écoute pour intercepter les conversations entre M^e Cliche et son client Bertrand, quelques mois plus tard, dans le parloir du pénitencier.

Le juge Boilard est persuadé que les démarches de Bernier auprès de l'avocat Cliche ont été orchestrées par ses contrôleurs, avec la connivence des procureurs Richmond et Valérie Tremblay, affectée elle aussi à ce dossier. Il en veut pour preuve le fait que, en 2002, Bernier avait tenté de piéger un autre avocat au moyen d'une enregistreuse de corps. Il savait que cet avocat consommait de la cocaïne et s'approvisionnait auprès de l'un des revendeurs de Bernier. L'agent-source allait demander à l'avocat de régler un litige civil pour lui, et il offrirait de le payer en cocaïne. Ce projet a été approuvé par les contrôleurs de Bernier et M^e Richmond. Cela n'a cependant rien donné, car une fois dans le bureau de l'avocat, Bernier a appris qu'il avait cessé depuis longtemps de faire usage de cocaïne.

« La seule déduction logique de tous ces faits s'impose: la police et la Couronne cherchaient du gros gibier dans cette chasse perdue aux criminels baptisée projet Ouragan. On a voulu piéger deux avocats avec la complicité de l'agent-source, de ses contrôleurs et des avocats de la Couronne... La preuve entendue dégage une odeur nauséabonde où l'on retrouve à la fois incompetence, nonchalance... La mauvaise foi des représentants de l'État, policiers et avocats saute aux yeux », a dit le juge, avant d'exclure la preuve.

n° 1 au / in Canada



UNIQUE Baleines et fjord

LES MEILLEURS BATEAUX D'OBSERVATION AU CANADA

- Caméra sous-marine
- Guides naturalistes bilingues
- * Forfait bus-baleines au départ de Montréal.

À partir de **57\$** par personne taxes en sus

Prix famille disponible

GARANTIE baleines WHALES WARRANTY

LES GRANDS PRIX DU TOURISME QUÉBÉCOIS 2005



TADOUSSAC • BAIE-STE-CATHERINE • RIVIÈRE-DU-LOUP



1 866 625.6750 croisieresaml.com



la collecte

<p>HEMMINGFORD</p> <p>Lundi 9 juillet 14 h à 20 h</p> <p>Centre récréatif 550, avenue Goyette, Hemmingford</p>	<p>CLUB LIONS LACHINE / SPINELLI MAZDA</p> <p>Vendredi 13 juillet 14 h à 20 h</p> <p>Spinelli Mazda (salle de montre) 3175, rue Victoria, Lachine</p>
<p>CAISSE DESJARDINS DU GRAND-COTEAU</p> <p>Lundi 9 juillet 13 h à 20 h</p> <p>École secondaire du Grand-Coteau 2020, rue Borduas, Sainte-Julie</p>	<p>globule CENTRE DES DONNEURS DE SANG</p> <p>Globule Place Versailles 7275, rue Sherbrooke Est ☎ Radisson</p> <p>Globule Côte-Vertu 4045, boul. Côte-Vertu ☎ Côte-Vertu, ligne 177</p> <p>Ouverts 7 jours sur 7 Avec ou sans rendez-vous 1 888 666-HEMA, poste 525</p>
<p>CLUB OPTIMISTE DE SAINT-RÉMI</p> <p>Mercredi 11 juillet 13 h 30 à 20 h</p> <p>Centre communautaire 25, rue Saint-Sauveur, Saint-Rémi</p>	
<p>CARREFOUR DE LA POINTE</p> <p>Vendredi 13 juillet 13 h 30 à 20 h</p> <p>Cour Zellers 12 675, rue Sherbrooke Est, Montréal</p>	



Cet été, portez vos manches courtes.

Info-collecte: (514) 832-0873 • 1 800 343-SANG • www.hema-quebec.qc.ca

DONNEZ DU SANG. DONNEZ LA VIE.

Selon une étude menée dans l'Iowa

Les femmes dominant à la maison

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Les femmes ont plus d'influence que leurs maris au sein du foyer, d'après une étude réalisée par une équipe de chercheurs de l'Université de l'État d'Iowa, publiée cette semaine.

L'enquête a porté sur le comportement de 72 couples de cet État du centre des États-Unis, âgés en moyenne de 33 ans et mariés depuis sept ans. Elle démontre que les femmes font preuve d'un comportement plus dominateur que leurs maris lors de la résolution de problèmes et exercent plus de pouvoirs concernant la prise de décision.

« Les femmes prennent la responsabilité de veiller sur la relation, de s'assurer que tout fonctionne et que tout le monde est heureux », explique Megan Murphy, membre de l'équipe

de recherche de l'Université de l'État d'Iowa.

Les conjoint(e)s participant à l'étude devaient remplir individuellement un questionnaire sur le niveau de satisfaction générale dans leur couple. Chacun devait également identifier un problème qui ne pouvait être résolu sans la coopération de l'autre. Les couples étaient ensuite réunis afin de discuter pendant 10 minutes des problèmes abordés.

« Ce n'est pas simplement que les femmes prenaient plus la parole que leurs maris mais, surtout, elles parvenaient à les rallier à leurs arguments. C'est ça qui est particulièrement intéressant », explique David Vogel, professeur en psychologie à l'Université de l'État d'Iowa.

Ces résultats contredisent l'intuition initiale des chercheurs qui pensaient que la position du mari prédominait dans le foyer.

EN BREF

Le preneur d'otages de Longueuil accusé

Jean-Miville Bois, 52 ans, a comparu brièvement hier après-midi au palais de justice de Longueuil relativement au braquage d'une banque, survenu jeudi. Il fait face à 12 chefs d'accusations, soit cinq de séquestration, quatre de vol qualifié, un d'introduction par effraction, un d'utilisation d'une fausse arme à feu et un de port d'un déguisement. On a aussi appris hier que l'homme, sans antécédents judiciaires, a avoué aux policiers avoir commis un autre vol dans une banque CIBC de Chambly, il y a quelques mois. Aucune accusation n'a toutefois été portée à ce sujet. La Couronne s'est objectée à sa remise en liberté. Jean-Miville Bois reviendra en cour mardi pour son enquête sur remise en liberté. —PC

Mort écrasé par un lampadaire

La première édition du festival « Les grandes veillées de La Baie » s'est ouverte sur une note tragique. Un Baieriverain de 54 ans,

Pierre Martin, a perdu la vie hier matin après avoir été écrasé par un lampadaire fauché par la chute d'une rétrocaveuse qui s'affairait à décharger des blocs de béton devant servir à l'événement. La rétrocaveuse, opérée par un employé de la Ville de Saguenay, a subitement basculé au moment de soulever un bloc de béton d'environ 6000 livres. « Elle est tombée sur le poteau qui, lui, est tombé directement sur l'autre homme. Ça s'est fait très vite », a raconté Fernand Bluteau, témoin de la scène. —Le Quotidien

Notre-Dame-des-Neiges : le cardinal Turcotte interpellé

Le président du syndicat qui représente les employés d'entretien en grève au célèbre cimetière Notre-Dame-des-Neiges demande au cardinal Jean-Claude Turcotte d'intervenir pour relancer les négociations. « Nous croyons que M^{gr} Turcotte a l'autorité (...), la responsabilité morale d'intervenir, considérant que c'est un cimetière catholique géré ultimement par un conseil d'administration présidé par un prêtre », a dit le président du syndicat, Daniel Maillet. Aucun enterrement ni incinéra-

tion n'ont eu lieu à Notre-Dame-des-Neiges depuis que quelque 130 employés ont été placés en lockout, le 16 mai. —PC

Sursis demandé pour l'extradition d'un Canadien au Mexique

Le Comité des Nations unies contre la torture demande aux autorités canadiennes d'attendre avant de remettre à la justice mexicaine un résident de l'Outaouais âgé de 62 ans, Régent Boily, même si la Cour suprême a refusé, jeudi, d'entendre les arguments des avocats du fugitif. Ceux-ci avancent que leur client sera victime de représailles s'il retourne dans une prison mexicaine. En mars 1999, Régent Boily s'est évadé de la prison de Cerezo, où il purgeait une peine de 14 ans de prison pour la possession de 500 kilos de marijuana. Lors de l'évasion, un gardien a été tué par l'un des deux hommes qui ont aidé Boily à fuir. Ce dernier est ensuite rentré au Canada, où il a vécu sans être dérangé jusqu'en mars 2005, lors de son arrestation en Outaouais à la demande d'Interpol. Comme son extradition n'est pas urgente, on s'attend à ce que le ministère de la Justice suspende l'avis d'extradition. —PC

DE RETOUR! ENCORE UNE FOIS, TOUS PEUVENT PROFITER DU PRIX FAMILIAL FORD.*



RIEN DE PLUS SIMPLE : OFFRES EXCEPTIONNELLES

JUSQU'À **1550 \$**
EN ALLOCATION DE LIVRAISON SUR UN GRAND CHOIX DE MODÈLES FORD 2007

0 % DE FINANCEMENT JUSQU'À 36 MOIS SUR UN GRAND CHOIX DE MODÈLES FORD 2007 ET 2008

BIENVENUE DANS NOTRE FAMILLE.



PDSC : 16 099 \$*

PDSC : 33 799 \$*

PDSC : 24 699 \$*

FOCUS ZX4 SE

ACHAT
Votre prix familial : **14 841 \$[†]**
FRAIS DE TRANSPORT EN SUS

LOCATION
199 \$/MOIS^{††}
LOCATION 48 MOIS, MISE DE FONDS DE 1 750 \$
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

MUSTANG GT

ACHAT
Votre prix familial : **29 842 \$[†]**
4,9 % DE FINANCEMENT JUSQU'À 36 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT EN SUS

LOCATION
459 \$/MOIS^{††}
LOCATION 48 MOIS, MISE DE FONDS DE 1 000 \$
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

FUSION SE

ACHAT
Votre prix familial : **22 705 \$[†]**
FRAIS DE TRANSPORT EN SUS

LOCATION
299 \$/MOIS^{††}
LOCATION 48 MOIS, MISE DE FONDS DE 375 \$
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

POUR VOTRE PRIX FAMILIAL FORD, VISITEZ **FORD.CA** OU VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD



Bien pensé

www.ford.ca



Photos à titre indicatif seulement. *Achat : Taux de financement de 0 % (Focus et Fusion) et de 4,9 % (Mustang GT) à l'achat jusqu'à 36 mois. Frais de transport de 1100 \$ (Focus), de 1250 \$ (Fusion ou Mustang) en sus. **Location : Première mensualité et mise de fonds requises à la livraison. Frais de transport inclus. Des frais de 0,12 \$ le km après 80 000 km et d'autres conditions s'appliquent. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPPM en sus. Ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de Crédit Ford. *Le concessionnaire peut vendre ou louer moins cher. Offres d'une durée limitée. Ces offres peuvent être annulées en tout temps sans préavis. *Le prix familial Ford est en vigueur uniquement du 1^{er} juillet au 31 août 2007 chez les concessionnaires Ford Canada participants et s'applique à la plupart des véhicules Ford et Lincoln 2007 et 2008 neufs (à l'exception des véhicules suivants : Mustang Shelby GT 500, châssis-cabines Série F, fourgons tronqués et châssis nus Série E, camions LCF et poids moyens). Le véhicule neuf doit être commandé et livré chez votre concessionnaire Ford ou Lincoln au plus tard le 31 août 2007. Le prix familial Ford exclut les frais de transport, d'immatriculation, d'assurances et d'enregistrement et toutes les taxes applicables. Le prix familial Ford est assujéti à des frais d'administration et à des frais de plein de carburant. Le prix familial Ford ne s'applique pas aux véhicules ayant droit à l'Assistance-compétitivité des prix, à la Réduction de prix aux gouvernements, aux primes ou allocations-livraisons pour parcs commerciaux, aux primes pour la location quotidienne ou au programme des ambassadeurs. Cette offre peut être combinée à la plupart des autres offres au détail de Ford Canada faites aux consommateurs en vigueur au moment de l'achat ou de la location. Certaines conditions peuvent s'appliquer. Détails chez votre concessionnaire Ford ou Lincoln ou au Centre de relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673.

ACTUALITÉS

11 ans de prison pour un braquage à domicile

« C'est un crime lâche et il faut protéger la société », dit le juge

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Qualifiant le crime de Kevin Cédric Bikao de lâche, le juge Jean Sirois, de la Cour du Québec, l'a condamné hier à 11 ans de prison. Avec des complices, en début de journée le 19 octobre 2006, l'homme a commis un braquage au domicile de Roger Papillon, 67 ans, et Micheline Cardinal, 63 ans, à Sainte-Adèle.

En prononçant la peine, au palais de justice de Saint-Jérôme, le magistrat a souligné que le braquage à domicile, un crime malheureusement à la mode, est très grave, particulièrement lorsqu'il vise des personnes âgées. Il a infligé à Bikao la plus importante peine à ce jour pour ce type de crime.

« Ces comportements doivent cesser, et ceux qui seraient tentés de les imiter doivent savoir à l'avance qu'ils seront traités avec sévérité et sans aucune sympathie. C'est malheureux, mais il y a de ces gens qui ne comprennent pas autrement. Le tribunal doit mettre l'accent sur la protection de la société et la dissuasion individuelle », a souligné le juge.

Les sexagénaires ont été brutalement réveillés et, durant près de deux heures, ont été attachés dos à dos dans leur chambre. Ils ont été tenus en joue par un cagoulard; selon M. Papillon, il s'agissait de Bikao, qui tenait une arme sans prononcer un mot. Les victimes n'ont été ni menacées ni frappées, mais elles ont eu peur de mourir. M^{me} Cardinal a fait un accident vasculaire cérébral (AVC) et elle a semblé sombrer dans le coma. Leur maison a été saccagée par les intrus, qui recherchaient un magot. Les dommages ont été évalués à 30 000\$. Les braqueurs sont repartis avec

2500\$ en espèces, et avec des bijoux et des caméras d'une valeur de 30 000\$ à 40 000\$. Certains des objets volés ou brisés étaient des pièces de collection et irremplaçables.

Bikao, 27 ans, a plaidé coupable à des accusations de vol qualifié, séquestration, déguisement, usage d'une fausse arme à feu et usage d'une carte de crédit volée. Mais, pour le juge Sirois, il n'avait guère le choix face à la qualité des preuves amassées contre lui.

Bikao a refusé de divulguer le nom de ses complices; il a nié, comme le soutient un agent de probation, être proche des gangs de rue, principalement des Bo Gars, dont il était sur le point de devenir membre en règle. Le dossier de personnalité de l'accusé est désastreux et, selon son auteur, le risque de récidive est grand; l'auteur considère Bikao comme un danger réel pour la société.

Dans les facteurs aggravants, le magistrat mentionne que les conséquences pour les victimes sont importantes: leur vie a été anéantie, leur rêve d'une retraite dorée brisé; M. Papillon doit s'occuper de sa femme qui a perdu son autonomie à la suite de l'AVC.

Le juge Sirois a aussi souligné que Bikao avait tenté de tromper le tribunal et que son avocat a dû admettre qu'il était un menteur.

L'accusé a fait le plein d'essence avec la carte de M^{me} Cardinal après avoir quitté le domicile de ses victimes. Cette carte a été trouvée chez lui par un policier de Laval.

Kevin Cédric Bikao, qui ne possédait pas d'antécédents judiciaires, est détenu préventivement depuis huit mois et demi, ce qui signifie qu'une période de 17 mois lui est créditée. Sa peine à compter d'hier est donc de neuf ans et sept mois.



Kevin Cedric Bikao, lors de son arrestation à Laval en octobre 2006.

PHOTO IVAHOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE ©

Un message clair

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

« Il a eu 11 ans. Il lui reste neuf ans et sept mois à purger, peut-être moins s'il a une bonne conduite. Après ces années-là, mon épouse va-t-elle redevenir ce qu'elle était avant le 19 octobre? J'en doute fort. Il a brisé des vies. C'est quoi, notre avenir? Ils sont partis de Laval pour venir nous déranger à Sainte-Adèle. »

Roger Papillon a prononcé ces paroles en quittant la salle d'audience, hier, avant de téléphoner à sa femme, qui avait hâte de connaître la peine imposée à l'un des hommes qui ont perturbé sa vie à tout jamais.

« J'apprécie beaucoup le jugement et les commentaires du juge. C'est en imposant des peines lourdes que les tribunaux ont réussi dans le passé à mettre fin aux enlèvements de directeurs de banque. C'est pour ça que je fais circuler une pétition pour qu'une peine minimale de 10 ans soit imposée aux individus qui font des braquages à domicile. C'est important pour protéger la société. »

Le couple habite toujours sa maison de Sainte-Adèle. Il l'a toutefois munie d'un système d'alarme. M. Papillon est convaincu

que, parmi les individus qui ont participé au braquage de son domicile, il y en avait un qui a déjà travaillé chez lui comme homme à tout faire.

« Je vais dire à ma femme que la peine est très acceptable et qu'au moins pour celui-là, nous allons pouvoir mieux dormir. Mais la véritable paix viendra seulement quand les autres seront arrêtés », a lancé le sexagénaire avant de prendre congé des journalistes.

Selon le procureur de la Couronne, Steve Baribeau, le juge Sirois a fait la preuve que, pour les braquages à domicile, les tribunaux seront intraitables. « Le message est clair: peu importe si les auteurs de ce genre de crime ont des casiers judiciaires ou pas, ils vont recevoir une peine "dans les deux chiffres" », a poursuivi M^{me} Baribeau, qui avait réclamé 14 ans.

Pour l'avocat de Kevin Cédric Bikao, M^{me} Robert Bellefeuille, il s'agit d'une peine qui correspond à tous les critères enseignés par la Cour d'appel. « C'est un juge expérimenté qui a rendu cette sentence. Je n'ai réellement aucun commentaire à faire. C'est évident que le juge a voulu envoyer un message clair. »



floramontreal.ca

INTERNATIONAL

Flora

Le Festival de jardins de Montréal

Cet été, le jardin est à la mode!

Découvrez plus de 70 vitrines et jardins résidentiels d'ici et d'ailleurs

Relaxez dans un jardin exceptionnel au coeur du centre-ville de Montréal

Savourez les plaisirs et l'art de vivre au jardin

Participez à des rencontres, des conférences et des ateliers inspirants

Posez les gestes du développement durable dans votre jardin

Une promenade à faire rêver!

Un Rendez-vous parrainé
par Armand Vaillancourt

du 6 au 15 juillet

LE RENDEZ-VOUS
DES ARTS AU JARDIN

Peintres, sculpteurs,
céramistes, verriers...

En tout, 100 artistes
créent en direct
dans les jardins.

Une invitation privilégiée!

Omer DeSerres Sial

Tous les jours
jusqu'à 20 h

INFORMATIONS
1-866-55-FLORA

BILLETTERIE
www.tel-spec.com
514-790-1111
1-800-848-1594

Jardins des Écluses



Au pied de la rue McGill
dans le Vieux-Montréal



Proxim

LA PRESSE



KONICA MINOLTA

Fédération québécoise de l'horticulture ornementale du Québec



GOUVERNEUR
HÔTELS

1-888-910-1111
www.gouverneur.com

UNE NOUVELLE VIE VOUS ATTEND
AU CENTRE-VILLE DE LAVAL



BIENVENUE!
dans notre nouveau concept
d'habitation pour jeunes retraités actifs

LE CHOIX DES
ANCIENS CANADIENS

LE SÉLECTION
COMPLEXE LOCATIF

450.687.3300
3300, boul. Le Carrefour
(coin Daniel-Johnson), Laval



www.leselection.com

CONSERVEZ VOTRE CAPITAL
FORMULE « TOUT INCLUS » • FINI L'ENTRETIEN
Un concept exclusif développé par:

RÉSEAU SÉLECTION

www.reseau-selection.com

Charest défend auprès de Sarkozy le projet d'un traité de libre-échange

MICHEL DOLBEC
PRESSE CANADIENNE

PARIS — Le premier ministre Charest estime que le « courrant a passé » entre lui et le nouveau président français, Nicolas Sarkozy, auprès de qui il a défendu hier le projet d'un traité de libre-échange entre l'Europe et le Canada.

Les deux hommes ont passé une heure et quart ensemble hier au palais de l'Élysée. Ils s'étaient déjà rencontrés dans le passé, en février notamment, lors d'une précédente visite de M. Charest à Paris. Mais M. Sarkozy n'avait pas encore succédé à Jacques Chirac, dont le premier ministre québécois était assez proche.

Après cet entretien, le premier ministre québécois s'est rendu à l'hôtel Matignon, où il s'est entretenu avec son nouvel homologue, François Fillon.

Selon Jean Charest, qui n'a pas prononcé le mot libre-échange, le président français accueille « très bien » l'idée d'établir une « nouvelle relation » entre le Canada et l'Europe.

« D'autant plus, a dit le chef du gouvernement québécois, que le Québec et la France sont vraiment au cœur de cette relation. »

Le premier ministre souhaite que les négociations s'ouvrent



PHOTO PHILIPPE WOJAZER, REUTERS

Reçu à l'Élysée par Nicolas Sarkozy, Jean Charest a vanté l'idée d'une « nouvelle relation » entre le Canada et l'Europe.

dans un an, lorsque la France présidera l'Union européenne. L'accord pourrait entrer en vigueur l'année suivante, donc dans deux ans, ce qui apparaît très ambitieux compte tenu de certaines réticences européennes.

Mobilité de la main d'œuvre

En attendant, Jean Charest a souhaité que la France et le

Québec mettent le pied à l'étrier en négociant entre eux une entente sur la mobilité de la main-d'œuvre.

« J'ai proposé de créer un groupe de travail pour que nous puissions établir une entente globale sur la reconnaissance des compétences et favoriser la mobilité de la main-d'œuvre et l'immigration, a expliqué M. Charest. À mes yeux,

ça devrait être un élément d'un accord entre le Canada et l'Europe, mais on n'a pas besoin d'un accord pour commencer à discuter de ces choses-là. »

Plus tard, le premier ministre québécois a précisé que cette éventuelle entente était « en lien » avec le traité de libre-échange mais qu'elle n'en était pas « dépendante ».

« Peu importe ce qui arrivera, on

veut procéder à cette entente », a-t-il ajouté plus tard.

Le dossier du contrat du métro de Montréal, accordé sans appel d'offres à Bombardier au détriment du géant français Alstom, a également été abordé.

L'affaire, on le sait, a sérieusement irrité la France. Récemment encore, lors du salon du Bourget, Nicolas Sarkozy s'était plaint du protectionnisme québécois.

À sa sortie de l'Élysée, Jean Charest a estimé qu'il était temps de « regarder en avant ».

« J'ai dit au président Sarkozy que les marchés publics allaient être inclus dans la négociation (d'une entente de libre-échange) l'avenir, une question comme celle-là serait traitée directement par une entente formelle entre l'Europe et le Canada », a-t-il dit.

L'ancien premier ministre français Jean-Pierre Raffarin, commissaire français pour les fêtes du 400^e anniversaire de Québec, a pris part à la rencontre à l'Élysée. Il reverra le premier ministre Charest lundi pour faire le point sur le dossier.

Après un week-end privé, M. Charest aura aussi des entretiens lundi avec la socialiste Ségolène Royal, puis avec le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner. Il s'envolera pour Munich mardi pour un court séjour de 48 heures.

Hier, Jean Charest a par ailleurs confirmé que le premier ministre Fillon, reprenant le cours interrompu des « visites alternées », se rendra au Québec en juillet 2008.

Le président Sarkozy a confirmé de son côté qu'il assistera au Sommet francophone qui marquera la fin des commémorations de la naissance de Québec.

EN BREF

La Légion d'honneur à Sylvain Lafrance

Le vice-président de Radio-Canada, M. Sylvain Lafrance, s'est vu remettre hier les insignes de chevalier de la Légion d'honneur des mains de l'ambassadeur de France au Canada, M. Daniel Jouanneau. Originaire de Maniwaki, M. Lafrance s'est toujours démarqué par son leadership et ses convictions, a déclaré M. Jouanneau lors d'une courte cérémonie tenue à l'ambassade. Cette distinction reconnaît le travail de M. Lafrance au sein du service public et ses efforts pour le rayonnement du français et de la culture francophone, ainsi que son engagement envers les questions de diversité culturelle et de défense des identités, selon la Légion. - Le Droit

Procédure d'appel contre Khadr

Le Pentagone a annoncé hier qu'il avait fait appel de la décision d'un juge militaire de rejeter une poursuite contre le Canadien Omar Khadr, détenu à Guantanamo Bay et accusé d'avoir tué un soldat américain en Afghanistan. C'est la première fois que cette procédure d'appel est utilisée dans le cas d'un prisonnier de Guantanamo depuis que le Congrès l'a créée à la fin de 2006. Deux détenus, dont M. Khadr, avaient vu leur procès devant un juge militaire annulé parce qu'ils n'avaient pas été identifiés comme des combattants ennemis « illégaux ». - AP

EACL: Ottawa dément

Ottawa a démenti hier négocier avec le géant américain General Electric (GE) la vente d'une part minoritaire de la société d'État Énergie atomique du Canada (EACL), contrairement à ce qu'affirmait un quotidien de Toronto. Citant des sources non identifiées, le *Toronto Star* affirmait que le ministre canadien des Ressources naturelles, Gary Lunn, avait pris l'initiative de ces discussions en vue de nouer un nouveau partenariat pour EACL d'ici la fin de l'année. « Des groupes nous manifestent de temps à autre leur intérêt pour EACL, comme cela était le cas avec les gouvernements précédents, a précisé le ministre. Il n'y a rien de surprenant dans cela compte tenu de la convergence de l'industrie nucléaire dans le monde et des nombreux partenariats et acquisitions qui s'y produisent. » - AFP

PRÉCISION

Notre texte La route dans le monde, publié hier en page A2, laissait croire que le Québec enregistre plus de morts sur les routes que plusieurs pays européens. Il n'en est rien. C'est le taux d'accidents mortels qui est plus élevé au Québec, soit 9,6 par 100 000 habitants, et non le nombre total de décès.

Matelas BONHEUR

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ*

Serta Perfect Sleeper®

EURO-TOP VISCO ÉLASTIQUE

Mouton gratuit

999\$ ENS. GRAND FORMAT

ou **3162\$** /MOIS

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

Ens. Lit 1 place 849\$ Ens. lit 2 places 949\$
Ens. Très Grand Lit 1499\$

Serta Perfect Sleeper®

MAXI-FERME

Mouton gratuit

699\$ ENS. GRAND FORMAT

ou **2213\$** /MOIS

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

Ens. Lit 1 place 549\$ Ens. lit 2 places 649\$
Ens. Très Grand Lit 1099\$

Serta TRANQUIL NIGHT

EURO-TOP - LATEX FERME OU MOELLEUX

2 oreillers gratuits (valeur 200\$)

Mouton gratuit

1349\$ ENS. GRAND FORMAT

ou **4270\$** /MOIS

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

Ens. Lit 1 place 1129\$ Ens. lit 2 places 1279\$
Ens. Très Grand Lit 1729\$

MatTech **36** VERSEMENTS SANS INTÉRÊT*

Têtes et pieds de lits

FUTONS

PARFAIT POUR UN APPARTEMENT!

Un seul matelas peut vous transporter en Suède.

GAGNEZ un voyage en Suède!

PARTICIPEZ DÈS AUJOURD'HUI!
Faites l'essai d'un Matelas Suédois Tempur-Pedic® et courrez la chance de GAGNER un voyage en Suède d'une valeur de 10 000 \$.

TEMPUR-PEDIC
MATÉLAS ET OREILLERS SUÉDOIS ALLEGEANT LA PRESSION

• Service personnalisé • Prix garantis • Livraison gratuite • Installation gratuite • Nous ramassons votre vieux matelas mattcanada.com **15 MAGASINS**

- AHUNTSIC 1448 rue Fleury E.
- BLAINVILLE 757 boul. Curé-Labelle
- BROSSARD 8050 boul. Taschereau O.
- CHÂTEAUGUAY 152 boul. St-Jean Baptiste
- LACHENAIE 1313 Montée Masson
- LASALLE 1734 boul. Dollard
- LAVAL 1860 boul. le Corbusier
- MONTRÉAL 5164 avenue du Parc

- N.D.G. 5201 rue Sherbrooke O.
- OUEST DE L'ÎLE 15 634 boul. Gouin O.
- REPENTIGNY 85 boul. Brien (à côté du Pacini)
- ST-EUSTACHE 117 boul. Arthur-Sauvé
- ST-JÉRÔME 30 rue Bélanger
- ST-LÉONARD 5836 boul. Métropolitain E.
- VAUDREUIL 980 av. Saint-Charles

Matelas BONHEUR

Depuis 1986

Tous nos prix incluent les deux taxes payables et l'équivalent de la TPS et la TVQ en rabais. Sur modèles sélectionnés. Quantités limitées * Voir détails en magasin. *Photos à titre d'illustration seulement • Valide du 1er au 31 juillet 2007

www.matelasbonheur.ca **1 877 BONHEUR** TOUS LES MATÉLAS PEUVENT ÊTRE ACHETÉS SÉPARÉMENT • MATÉLAS SUR MESURE AUSSI DISPONIBLES

LE TOUR DU GLOBE

GRANDE-BRETAGNE
Un suspect des attentats
manqués inculpé

L'un des huit suspects interpellés après les attentats manqués de Londres et Glasgow, le médecin irakien Bilal Abdulla, a été inculpé hier soir pour avoir «comploté en vue de provoquer des explosions». Il risque la prison à vie et sera présenté ce matin devant un tribunal pénal du centre de Londres, a précisé le parquet. Bilal Abdulla, âgé de 27 ans, était le passager de la jeep qui s'est encastrée le 30 juin dans le terminal de l'aéroport de Glasgow. D'autres personnes en lien avec les attentats demeurent en détention, dans l'attente d'une décision sur leur éventuelle inculpation. —AFP

ÉTATS-UNIS
Destituer Bush et Cheney

Près de la moitié des Américains souhaitent la destitution du président George W. Bush, et ils sont encore plus nombreux à vouloir la destitution du vice-président Dick Cheney. Selon un sondage réalisé par l'institut ARG, 45 % des Américains sont prêts à soutenir la Chambre des représentants en cas de procédure de destitution contre leur président. Si la destitution concernait Cheney, 54 % des Américains soutiendraient cette action. Seuls 40 % s'y opposeraient. Par ailleurs, 92 % des personnes interrogées lors d'un sondage effectué pour le magazine *Newsweek* affirment être disposées à voter pour un candidat noir à la présidence, et 86 % se disent prêtes à être gouvernées par une femme. —AFP

PAKISTAN
Les irréductibles de la
Mosquée rouge résistent

Deux violentes explosions et des tirs d'armes automatiques ont retenti hier soir après trois jours de siège près de la Mosquée rouge d'Islamabad, alors qu'un des responsables venait de faire le serment de mourir en martyr plutôt que de se rendre. Des véhicules blindés et des soldats se dirigeaient vers la mosquée, où étaient encore retranchés des étudiants islamistes, mais les responsables des forces de sécurité ont démenti tout assaut contre le bâtiment. Le chef des islamistes qui s'y terrent, Abdul Rashid Ghazi, a assuré préférer la mort à la reddition. —AFP

MAROC
Menace grave
d'acte terroriste

Le Maroc a décidé de relever au «niveau maximum le seuil d'alerte face à la menace terroriste», a annoncé le ministère de l'Intérieur. Cette décision a été prise pour contrer «l'actuelle menace terroriste avérée contre notre pays sur la base de renseignements fiables», a indiqué un communiqué du Ministère publié à l'issue d'une réunion à laquelle ont participé tous les responsables marocains chargés de la sécurité. Selon le Ministère, l'initiative fait suite à une «menace grave d'acte terroriste et exige des organes (de sécurité) une mobilisation extrême». —AFP

GRANDE-BRETAGNE



PHOTO TOBY MELVILLE. REUTERS

Kate Middleton, à gauche, assistait à un match de tennis lors du récent tournoi de Wimbledon, à Londres.

William renoue avec Kate

Le prince William, fils aîné du prince Charles et de Diana, aurait renoué avec sa petite amie Kate Middleton 12 semaines après leur rupture, selon *The Sun*. «Ils ont maintenant parlé de tous leurs problèmes et sont plus proches que jamais», a déclaré une source anonyme au quotidien, qui avait annoncé la rupture des deux jeunes gens âgés de 25 ans. Clarence House, la résidence officielle du prince Charles, n'a pas voulu commenter «la vie privée» de William, deuxième dans l'ordre d'accession au trône d'Angleterre. —AFP

PAKISTAN
Musharraf visé par un tir?

Un tir d'arme automatique s'est fait entendre hier peu après le décollage de l'avion du président pakistanais, Pervez Musharraf, d'une base militaire. Des responsables ont fait des déclarations contradictoires à ce sujet. Certains ont affirmé que l'appareil était visé, d'autres ont nié. L'avion n'a pas été touché et le général Musharraf, qui a déjà échappé à plusieurs tentatives d'assassinat liées au réseau terroriste Al-Qaeda, n'aurait pas été mis en danger. —AFP

Sur les traces
de Hillary Clinton

La femme du président de l'Argentine est candidate pour lui succéder

OLIVIER UBERTALLI
COLLABORATION SPÉCIALE

BUENOS AIRES — On la compare volontiers à l'Américaine Hillary Clinton: comme l'épouse de Bill Clinton, l'Argentine Cristina Fernández de Kirchner est avocate, sénatrice et femme de président.

Bientôt, son parcours fera peut-être plutôt penser à Michelle Bachelet: moins de deux ans après l'élection de la première présidente au Chili, Cristina Kirchner pourrait en effet devenir la première présidente de l'Argentine, en octobre.

Elle vient de lancer sa candidature en lieu et place de son mari, Néstor Kirchner, chef d'État depuis 2003, qui renonce ainsi à briguer un second mandat. Et si l'on en croit les sondages, la sénatrice de 54 ans, mère de deux enfants, Florencia et Máximo, a toutes les chances d'emporter la présidence. Dès lundi, les affiches de campagne ont commencé à fleurir sur les artères prin-

cipales de la capitale, Buenos Aires.

Tout était prêt même si Néstor Kirchner s'amusaît depuis des mois à entretenir un faux suspense sur la candidature présidentielle d'un «pingouin» (lui) ou d'une «pingouine» (elle), en référence aux palmipèdes de Santa Cruz, la province de Patagonie où le couple a régné pendant plusieurs années.

Mais pourquoi l'actuel président renonce-t-il à briguer un second mandat alors qu'il demeure encore très populaire auprès des Argentins? Au pays du tango, les experts politiques s'arrachent encore les cheveux pour tenter de comprendre!

Dans les couloirs de la Casa Rosada, le palais présidentiel, on murmure que Kirchner (Néstor) rêverait de gouverner deux décennies d'affilée en échangeant le poste suprême avec Kirchner (Cristina) tous les quatre ans...

Rêve népotique, ou comment tordre le cou à la Constitution argentine, qui interdit plus de deux mandats successifs! L'intéressé évoque en privé «l'usure du pouvoir» et interroge en public: «Et pourquoi pas une femme pour approfondir le changement et la transformation du pays?»

D'autant que si son épouse conquiert la présidence pour la période 2007-2011, Néstor Kirchner souhaiterait diriger un parti péroniste de centre gauche, tel un François Hollande à la tête du parti socialiste en France.

Mais la similitude s'arrête là, car Cristina et Néstor restent mariés et unis dans la conquête du pouvoir. Depuis qu'elle l'a croisé en 1974 dans les rangs des jeunesses péronistes de l'Université de droit, le couple forme une association de pouvoir dévastatrice.

Le parfait «power couple» argentin. Prenez trois dates et fusionnez leurs CV: maire et députée en 1989, gouverneur et sénatrice de la province de Santa Cruz en 1995, président de l'Argentine et sénatrice de Buenos Aires en 2005. Côté fortune, le cabinet d'avocats des Kirchner a prospéré, en particulier durant la dictature (1976-

CRISTINA KIRCHNER
EN SEPT DATES

> 19 février 1953: naissance de Cristina Elisabeth Fernandez

> 9 mai 1975: mariage civil avec Néstor Kirchner

> Juillet 1976: après l'arrivée de la dictature militaire, le jeune couple fuit vers le sud à Santa Cruz, la province natale de Néstor

> 1989: premier mandat de députée provinciale de Santa Cruz

> 1997: élue députée nationale pour la province de Santa Cruz

> Depuis décembre 2005: sénatrice de la province de Buenos Aires

> Juillet 2007: candidate à la présidence de l'Argentine



PHOTO JUAN MABROMATA. ARCHIVES AFP

On compare Cristina Kirchner à Hillary Clinton, mais bientôt, son parcours fera peut-être plutôt penser à Michelle Bachelet.

1983), en récupérant une vingtaine de propriétés de débiteurs insolubles.

Si le couple Kirchner réussit son pari en octobre, il inscrira son nom dans la grande tradition des «mariages politiques». Un classique argentin qui a débuté dans les années 50 avec le président Juan Domingo Perón, dont la deuxième femme, Eva Perón, joua un rôle social et politique gigantesque.

La dernière femme au pouvoir, elle, a laissé un mauvais souvenir aux Argentins: Isabel Perón, troisième femme du général, devint présidente en 1974 après la mort de son vieux mari, en sa seule qualité d'épouse-vice-présidente. Cette ancienne danseuse eut si peu de pouvoir que les militaires la chassèrent en mars 1976, instaurant une des pires dictatures d'Amérique latine...

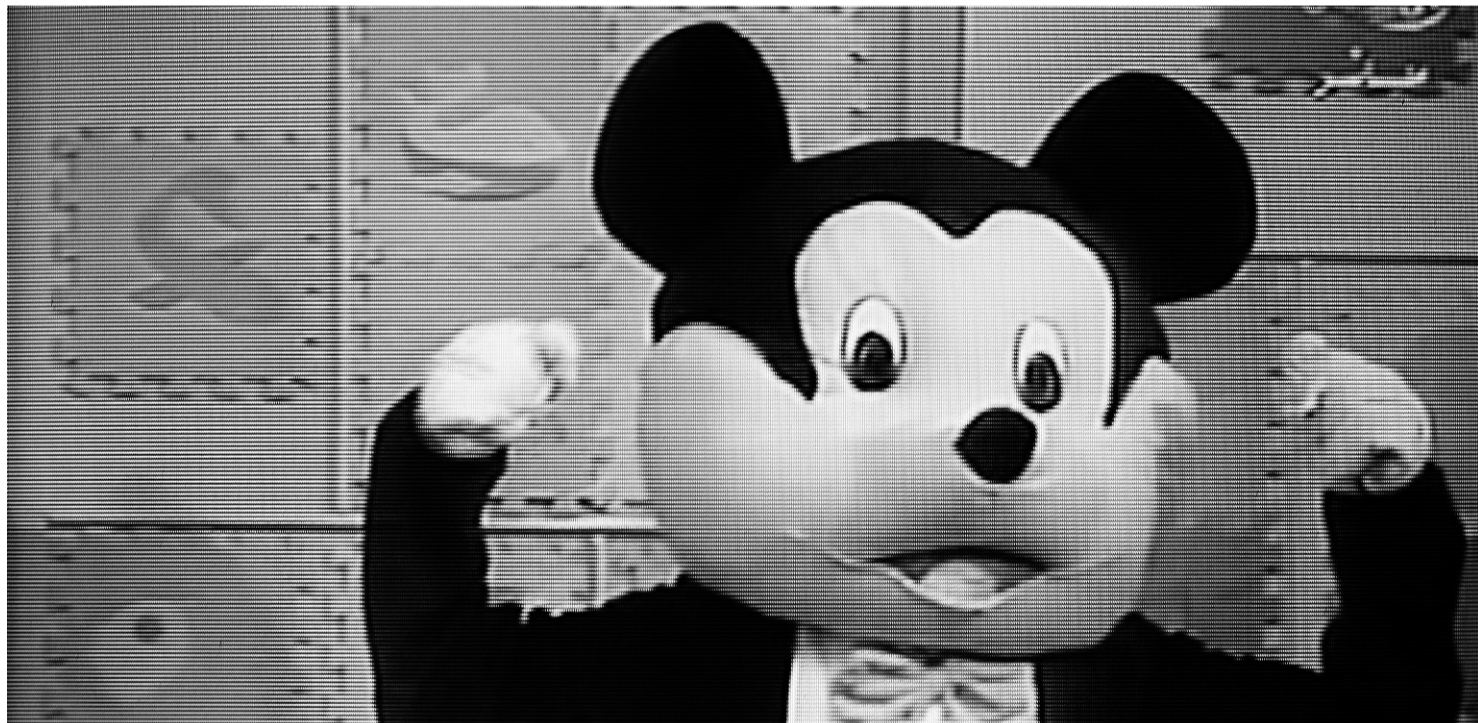


PHOTO AP/AL-AQSA TV

L'émission *Les pionniers de demain* était diffusée depuis trois mois dans tous les Territoires palestiniens sur la chaîne Al-Aqsa, appartenant à Hamas. Ci-dessus, le controversé Farfour dans une image tirée de la télévision.

Le Mickey islamiste est mort

BENOIT FAIVELEY
COLLABORATION SPÉCIALE

À Gaza et en Cisjordanie, les enfants palestiniens se réveillent dorénavant sans l'émission télévisée qui leur était destinée depuis trois mois, mettant en vedette un Mickey islamiste.

Dans un décor aux couleurs pastel et au mobilier enfantin, *Les pionniers de demain* racontait l'histoire d'une petite fille, Saraa, portant le voile islamique, et de son ami prénommé Farfour (papillon en arabe), un personnage costumé aux faux airs de Mickey Mouse.

Voilà trois mois que ces émissions enregistrées dans la bande de Gaza étaient diffusées dans tous les Territoires palestiniens sur la chaîne Al-Aqsa, appartenant à Hamas.

Le dernier épisode a été diffusé le 29 juin. Pour clore la saison, un personnage jouant un Israélien essaie d'acheter les terres de Farfour. Ce dernier refuse catégoriquement et se fait battre à mort par l'agent israélien.

D'un air impassible, Saraa déclare à l'antenne que «Farfour est mort en martyr voulant défendre son pays, dans

les mains des criminels et meurtriers d'enfants innocents».

L'émission avait créé la polémique. Dans des épisodes toujours très décriés, le personnage de Farfour, en plus de prodiguer des conseils à l'intention des élèves palestiniens, les exhortant par exemple à ne pas plagier, expliquait aussi pourquoi les enfants «devaient combattre l'ennemi sioniste» et «pourquoi le monde de demain sera soumis à la loi islamique».

Au début de la très courte saison des *Pionniers de demain*, Farfour avançait que les enfants «restaurent la gloire de cette nation, allaient libérer la mosquée Al-Aqsa, libéreront aussi les pays musulmans envahis par des meurtriers».

Pour les épisodes suivants, le ton était donné. Et il est très vite allé crescendo.

Lors des affrontements interpalestiniens entre les forces armées du Hamas et celles du Fatah, Farfour a mimé à l'antenne le tir d'un fusil-mitrailleur et a chantonné sur un air guilleret: «C'est le temps de la mort».

Au cours de l'émission, des enfants téléphonaient et n'hésitaient pas à donner leur point de vue sur la situation

qui règne dans les Territoires palestiniens. Des propos violents, virulents et très souvent antisémites.

Du côté du gouvernement palestinien, le ministre de l'Information, Mustapha Barghouti, s'était indigné, en mai dernier, qu'une telle émission soit vue tous les vendredis matins par des milliers d'enfants palestiniens. «Il est malheureux d'utiliser un programme pour enfants pour faire passer un message politique», avait-il déclaré.

Avec la libération du journaliste Alan Johnston et en mettant un terme à la diffusion des *Pionniers de demain*, il semble ainsi que le parti islamiste Hamas cherche de plus en plus à se donner un gage de respectabilité vis-à-vis d'Israël et de la communauté internationale.

SUR CYBERPRESSE.CA

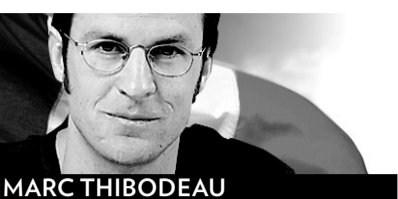


QUIZ

Testez vos connaissances sur l'actualité internationale de la semaine sur www.cyberpresse.ca/international

Les parachutes dorés bientôt limités

Nicolas Sarkozy s'attaque aux indemnités de départ des patrons de grandes entreprises



MARC THIBODEAU

PARIS — Comme il l'avait promis, le président français Nicolas Sarkozy s'appête à mettre un frein aux « parachutes dorés » par un projet de loi qui doit être débattu la semaine prochaine au Parlement.

La question des indemnités de départ des dirigeants de grandes entreprises avait atterri avec fracas dans la campagne présidentielle en avril à la suite de l'annonce de l'octroi d'une somme de plus de 12 millions de dollars au directeur général sortant du consortium franco-allemand EADS, Noël Forgeard.

La décision avait semé un vif émoi en France, puisqu'elle survenait quelques semaines à peine

après que le fabricant d'Airbus, miné par de graves problèmes de production, eut annoncé la mise à pied de 10 000 employés.

Tous les candidats étaient alors montés au front pour dénoncer les conditions de départ de l'administrateur congédié, parlant d'une

Nicolas Sarkozy, qui parle régulièrement de sa volonté de « moraliser » le capitalisme – une expression qui fait sourciller la presse anglo-saxonne –, a carrément promis d'interdire les parachutes dorés.

décision « dégueulasse », de « provocation », voire de « scandale ».

Le leader d'extrême droite Jean-Marie Le Pen, jamais en manque de formules mordantes, a parlé de « gangstérisme mondain ». Le Parti socialiste a réclamé pour sa part une loi ren-

dant obligatoire la publication d'un rapport fixant une fourchette entre les rémunérations les plus basses et les plus hautes.

Nicolas Sarkozy, qui parle régulièrement de sa volonté de « moraliser » le capitalisme – une expression qui fait sourciller la

semaine la ministre des Finances, Christine Lagarde, confirmant du coup l'approche plus timide adoptée par le gouvernement.

Elle permet le maintien des indemnités de départ, mais les lie directement à la performance enregistrée par l'entreprise sous la gouverne du dirigeant concerné. Le conseil d'administration serait tenu d'établir d'emblée des critères d'évaluation – pouvant porter sur le cours boursier, les emplois créés ou les bénéfices générés – qui seraient utilisés au moment du départ du gestionnaire pour statuer sur la somme appropriée. La décision devrait ensuite être approuvée par l'assemblée des actionnaires.

« Si on réussit, on est récompensé. Si on échoue, on est sanctionné », résumait-il y a quelques jours Nicolas Sarkozy, qui insiste sur l'importance d'un resserrement dans ce domaine

« pour réconcilier les Français avec l'entreprise ».

Le MEDEF, principale organisation patronale française, accueille avec satisfaction le projet de loi. Sa présidente, Laurence Parisot, estime qu'il va « rendre les indemnités plus transparentes » tout en permettant à la France de « conserver sa compétitivité » dans le recrutement d'administrateurs de haut niveau.

Durant la campagne, elle avait affirmé sur un ton nettement plus alarmiste que l'interdiction pure et simple des parachutes dorés pourrait mener au départ de sièges sociaux vers des pays moins interventionnistes.

Même si elle parle d'une « avancée notable », l'Association des petits porteurs actifs (APPAC) se dit déçue que le gouvernement n'ait pas carrément interdit les parachutes dorés.

« Un salarié qui ne fait pas un bon travail et qui est mis à pied ne part pas avec une prime », souligne son président, Didier Cornardeau.

Cette pratique est d'autant plus répréhensible, selon lui, que la plupart des administrateurs de grandes entreprises qui sont mis à pied se trouvent rapidement de nouvelles positions bien rémunérées.

La possibilité pour les grandes entreprises de déplacer leur siège social freine l'efficacité d'une loi nationale, souligne M. Cornardeau, qui plaide pour l'instauration de lois européennes à ce sujet. L'annonce cette semaine par la principale organisation patronale suisse de sa volonté d'interdire les parachutes dorés témoigne du fait que le dossier évolue au niveau du continent, dit-il.

Bien qu'il estime que les États aient un rôle à jouer pour freiner les excès en matière de rémunération, le président de l'APPAC insiste surtout sur l'importance de la vigilance des petits actionnaires.

« S'il se trouve face à un actionnariat dormant, le PDG va être tenté de s'en mettre plein les poches au moment du départ », conclut-il. C'est humain. »

Agir maintenant pour la sécurité des Québécoises et Québécois...

Les accidents de la route provoquent chaque année un nombre trop élevé de drames humains. Les statistiques révèlent que 80 % des accidents de la route mettent en cause le comportement humain et pourraient être évités. Pour votre sécurité et celle de votre famille, le gouvernement met en place six actions prioritaires.



La ministre des Transports,
Julie Boulet

Actions prioritaires

1. Mesures plus sévères pour contrer la vitesse excessive.
2. Mesures plus sévères pour contrer l'alcool au volant.
3. Projet pilote de radars photographiques et de caméras aux feux rouges à certains endroits.
4. Interdiction pour le conducteur d'utiliser un téléphone cellulaire (combiné) au volant d'un véhicule en mouvement.
5. Introduction des limiteurs de vitesse à 105 km/h pour les camions lourds.
6. Obligation pour les nouveaux conducteurs de suivre un cours de conduite et introduction de nouvelles mesures d'accès graduel au permis de conduire.

Ces mesures entreront en vigueur progressivement au cours de 2007-2008.



On est tous responsables de notre conduite
Pour plus d'information : www.mtq.gouv.qc.ca

Québec

ENFANT ENLEVÉE AU NIGERIA

Les parents attendent les demandes des ravisseurs

JACQUES LHUILLERY
AGENCE FRANCE-PRESSE

LAGOS — L'attente insoutenable se poursuivait hier à Port-Harcourt, dans le sud du Nigeria, pour les parents de la petite Britannique Margaret Hill kidnappée la veille, alors que la police nigériane et les autorités britanniques étaient mobilisées pour sa libération.

« Les ravisseurs n'ont pas encore formulé de demande. Nous attendons de nouveaux développements », a indiqué à l'AFP la mère de la fillette de 3 ans, Oluchi Hill, très éprouvée.

Dans un entretien à la BBC auparavant, M^{me} Hill, qui est nigériane, avait toutefois déclaré que les ravisseurs de sa fille – extirpée violemment par des hommes armés de la voiture qui la menait à son école –, avaient menacé de la tuer si le père de l'enfant ne prenait pas sa place.

« Ils ont dit que je pouvais amener mon mari pour faire un échange avec le bébé » sinon « ils vont tuer Margaret », avait-elle ajouté.

La maman de la fillette a précisé à la BBC qu'elle avait pu parler à sa fillette en pleurs.

« Tout le monde essaie de nous aider à récupérer notre fille. Nous sommes reconnaissants à tous et demandons aux médias de nous laisser travailler avec ceux qui essaient de nous rendre notre fille rapidement », a déclaré la famille dans un communiqué.

Le président nigérian, Umaru Yar'Adua, a appelé à la libération de la fillette et des autres otages, ainsi qu'à la « cessation de tous les actes de violence dans la région » du delta du Niger.

« La prise d'otage n'est pas politique. C'est désormais criminel », a pour sa part estimé le chef de la police nigériane, Mike Okiro.

THE WHITE STRIPES

Autopsie d'un concert surprise

PAUL JOURNET
COLLABORATION SPÉCIALE

C'était une bonne journée hier pour être un fan des Barres Blanches. Le duo a donné deux concerts à Montréal. Un officiel, au Centre Bell à 20h. Et un surprise, à 15h40 au Régiment Black Watch du 2067, rue de Bleury.

Depuis quelques temps, Jack et Meg White s'amuse à surprendre avec de tels concerts imprévus. L'équipe de GEG, qui produisait le concert au Centre Bell, s'attendait donc à

Le duo commence immédiatement à jouer. À environ 150 centimètres de la foule, avec pratiquement aucune sécurité.

recevoir un appel hier matin. Leur téléphone a sonné à 10h. On leur demande une petite salle, idéalement un musée. Essai infructueux au Musée McCord. Puis Dominic de GEG a un flash. *Icky Thump*, le dernier disque des Stripes, contient beaucoup de cornemuse. Il communique donc avec Brent Schaus, un ami qui en joue pour le Régiment Black Watch de la réserve des Forces canadiennes. Schaus lui suggère la salle des officiers du régiment, une vieille salle remplie de souvenirs de guerre.

10h30. Coup de fil à Black Watch. Le major Chris Phare finit par accorder gratuitement la permission. À 15h, les White Stripes y donneront donc un

concert surprise gratuit.

12h15. GEG informe les médias. Mais on leur interdit d'annoncer la nouvelle avant 14h50. Comme pour les autres concerts surprise de la tournée, les mordus peuvent seulement l'apprendre sur le forum de www.whitestripes.net, un site de fans.

15h25. Une première vague de fans monte. La deuxième et dernière arrive 10 minutes plus tard. On compte environ 90 fans chanceux quand des cornemuses retentissent à 15h40. Coup d'œil à droite dans l'escalier. Brent Schaus et deux autres joueurs de cornemuse, vêtus en tenue traditionnelle écossaise, gravissent les marches, avec derrière eux Jack et Meg dans leur cérémonie tenue de rouge, noir et blanc.

Le duo commence immédiatement à jouer. À environ 150 centimètres de la foule, avec pratiquement aucune sécurité. Cinq chansons seront offertes, avec en finale *Icky Thump* et *Ball and Biscuit*, juste avant que les joueurs de cornemuse et un percussionniste ne reprennent leur instrument pour escorter les Stripes hors de la salle. Superbe.

Même dans ce décor archi-intimiste, Jack White s'est limité à un timide « Hello, how are you ? » pour saluer la foule. Mais inutile d'en dire plus. Sa générosité parlait d'elle-même.

À la fin du mini-concert, des t-shirts officiels étaient même vendus à seulement 5\$. Probablement le sixième du prix qu'ils coûtaient quelques heures plus tard au Centre Bell. On vous reparle de ce concert officiel demain.



Devant une poignée de fans, les White Stripes ont offert une performance surprise.

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Washington s'ajoute à la liste des concerts

Al Gore défend *Live Earth*RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Tout en annonçant un concert surprise à Washington, Al Gore a répondu hier aux critiques de son événement musical international Live Earth, dont l'objectif est de réunir deux milliards de spectateurs, via l'internet et la télévision, et de convaincre le monde de s'engager pour de bon dans le combat contre le réchauffement climatique.

« Ce n'est pas une blague, Harry, a dit l'ancien vice-président des États-Unis au coanimateur de l'émission matinale de la chaîne de télévision CBS. Le pôle Nord fond. Au pôle Sud, une région grande comme la Californie est en train de disparaître. Les scientifiques le crient sur tous les toits: la situation est critique. »

Or, selon la vedette du documentaire *Une vérité qui dérange*, ce message tombe encore dans

l'oreille d'un trop grand nombre de sourds, y compris les occupants actuels de la Maison-Blanche.

« Vous ne pensez pas que Dick Cheney et George Bush vont regarder ce concert, n'est-ce pas ? » a demandé Harry Smith, le coanimateur du *Early Show*.

« J'espère qu'ils le regarderont. Ils ont besoin d'entendre ce message », a répondu Gore en riant. « En fait, a-t-il poursuivi, les études démontrent que, si une majorité de personnes acceptent

le fait que nous traversons une crise climatique, le sentiment d'urgence est encore loin de ce qu'il devrait être. »

En répondant de la sorte, Al Gore s'adressait en particulier à Bob Geldof, un des organisateurs de Live Aid et Live 8, selon qui le public est déjà bien renseigné sur les menaces climatiques.

Gore a également répondu à ceux qui voient les groupes de rock, avec leurs jets privés, leurs longues limousines et leurs gros

VUS, comme des pollueurs et des hypocrites.

« Plusieurs des groupes sont bien conscients de l'empreinte qu'ils laissent sur la planète, a dit Gore sur CBS. D'autres découvrent cette dimension, mais les normes que nous adopterons pour ces concerts auront un impact majeur sur l'industrie de la musique. »

Mettant en vedette les chanteurs de country Garth Brooks et Trisha Yearwood, le concert de Washington aura lieu au Musée national des Indiens d'Amérique, situé sur le Mall, une vaste esplanade. L'autre concert en sol américain se déroulera au Giant Stadium, au New Jersey.

VOIR AUTRES TEXTES EN PAGE 20
DU CAHIER ARTS ET SPECTACLES

Depuis 1902, Cadillac est un symbole de réussite pour des gens de tous les horizons qui cultivent le désir et la liberté d'atteindre leurs rêves. Et, sans cesser d'évoluer, nous sommes toujours restés fidèles à cet idéal.

cadillac.gm.ca

PRIVILÈGES CADILLAC

Programme d'entretien prescrit sans frais de 4 ans ou 80 000 km³
Abonnement d'un an au plan Orientation et dépannage d'OnStar^{MD}
Garantie limitée de 160 000 km ou 5 ans² sur le groupe motopropulseur, transport de courtoisie et assistance routière



CTS 2,8L

456 \$/mois¹
Location
39 mois0 \$
de comptant

Transport et préparation inclus

Moteur V6 VVT de 2,8L
Boîte manuelle AISIN à 6 vitesses
Sièges avant chauffants à réglage électrique en 8 sens côté conducteur
Freins à disque avec ABS et fonction d'assistance au freinage d'urgence
Antipatinage à toutes les vitesses avec interrupteur

SRX AVEC TRANSMISSION INTÉGRALE

659 \$/mois¹
Location
39 mois0 \$
de comptant

Transport et préparation inclus

Moteur V6 VVT de 3,6L développant 255 HP
Boîte automatique à 5 vitesses avec fonction manuelle
Sièges avant chauffants en cuir à réglage électrique en 8 sens
Antipatinage à toutes les vitesses avec interrupteur
Freins à disque avec ABS
Système de correction de la trajectoire StabiliTrak^{MC}
Toit ouvrant UltraView^{MC}

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL



PHOTO PATRICK SANFAÇON. LA PRESSE ©
 Pancartes en piètre état au métro Champ-de-Mars.

Un GPS, S.V.P!



nathalie.collard@lapresse.ca

NATHALIE COLLARD

Un visiteur arrive à Montréal par l'autoroute 40, direction ouest. Arrivé à l'intersection de l'autoroute 25, on lui offre deux possibilités: à gauche, le pont-tunnel Louis-Hippolyte-LaFontaine. À droite: Hull/Ottawa. Aucune indication pour Montréal ou son centre-ville!

Scénario semblable en provenance des États-Unis, via le poste douanier de Lacolle. En territoire américain, on annonce Montréal. Mais une fois sur le réseau routier québécois, il faut attendre Saint-Jean-sur-Richelieu avant qu'on nous indique à nouveau la direction de la métropole.

À Montréal, ça laisse à désirer. À la sortie du métro Champ-de-Mars, par exemple, le touriste se trouve face à une colonne Astral plutôt discrète affichant un plan du quartier. Les abords du métro sont souvent jonchés de débris. Une affichette rouge et or en piètre état indique l'hôtel de ville et le Vieux-Montréal. Rappelons qu'avec le métro Place-d'Armes,

Les exemples de signalisations déficientes sont nombreux à Montréal et dans ses environs.

Le métro Champ-de-Mars est LA station du Vieux-Montréal, celle où descendent les touristes qui se dirigent vers la place Jacques-Cartier. Or les visiteurs, débousolés, doivent s'en remettre à la politesse des usagers du métro pour trouver leur chemin.

Les exemples de signalisations déficientes sont nombreux à Montréal et dans ses environs. Invisibles aux yeux de ceux qui connaissent bien la métropole, les pancartes offrent une information insuffisante aux touristes qui en sont à leur première visite.

En janvier dernier, lors d'une sortie très médiatisée pour dénoncer la saleté de la Ville, le PDG de Tourisme Montréal, Charles Lapointe, avait critiqué au passage la pauvre qualité de la signalisation touristique. Six mois ont passé, l'été bat son plein mais rien n'a changé.

Nous ne sommes pas les seuls à déplorer le peu d'attention portée au dossier crucial de la signali-

sation, dossier qui concerne aussi bien le gouvernement provincial que municipal. Au cours des dernières années, plusieurs rapports et mémoires ont insisté sur ce facteur primordial pour toute ville désireuse d'attirer des touristes ainsi que des congrès et des événements d'envergure. Que ce soit la Société du Palais des congrès, qui déplorait la signalisation à la sortie de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau, ou encore l'Université McGill, qui proposait que les universités soient annoncées sur les pancartes routières comme c'est le cas aux États-Unis, il y a beaucoup à faire pour améliorer la situation.

À commencer par une refonte des petites affiches bleues qui semblent être tombées dans l'oubli. Il faut s'assurer que ces indications mènent le visiteur à bon port. À l'heure actuelle, ce dernier est souvent abandonné en plein parcours. Un exemple: boulevard René-Lévesque, face au Complexe Desjardins, une de ces pancartes indique à l'automobiliste qu'il doit tourner à droite sur Jeanne-Mance pour se rendre au mont Royal. Mais une fois au pied de la montagne, avenue du Parc, plus rien. Il faudrait ajouter une autre pancarte pour indiquer le stationnement et le chalet de la montagne, un des plus beaux points d'observation de la ville.

Le maire a promis au PDG de Tourisme Montréal que le problème serait réglé d'ici la fin de l'année. Il lui reste donc six mois pour remplir sa promesse.

Montréal devrait également se doter d'une carte officielle de la Ville semblable à la célèbre carte de Paris commanditée par Les Galeries Lafayette. Comme nous possédons beaucoup moins de lieux historiques que la Ville lumière, pourquoi ne pas y indiquer les lieux de design qui valent le détour (tirés de la liste de gagnants du concours Créativité Montréal)? Après tout, Montréal n'est-elle pas devenue une ville de design selon l'UNESCO? Cette carte pourrait être distribuée partout: aéroport, hôtels, comptoirs d'information touristique, métro... et deviendrait un outil de repérage incontournable.

Il y a également un effort à faire du côté des taxis qui devraient tous être équipés d'une carte numérisée de la ville fixée au dossier du chauffeur. Trop cher? Une carte plastifiée serait déjà un bon début.

Bref, il est urgent que le ministère des Transports, la Ville de Montréal et chacune des agglomérations coordonnent leurs actions et leurs efforts pour rendre notre ville plus conviviale. Notre crédibilité en tant que destination touristique en dépend.



PHOTO DAVID BOILY. LA PRESSE ©
 Signalisation à l'angle de la 40 et de la 25. Montréal, c'est dans quelle direction?

Chapleau en vacances

LES HUMORISTES DE L'ANNÉE: ET LES GAGNANTS SONT...



REPRISE sergechapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Pourquoi?

Les Britanniques doivent se poser des questions sur la société dans laquelle ils veulent vivre

BILL DURODIÉ



L'auteur enseigne dans les domaines du risque et de la sécurité à l'Université Cranfield, composante de la Defence Academy of the United Kingdom, et est chercheur au programme de sécurité internationale de Chatham House.

Le nouveau premier ministre britannique, Gordon Brown, et sa nouvelle ministre de l'Intérieur, Jacqui Smith, ont subi leur baptême de feu la semaine dernière. Moins de 24 heures après avoir assumé leurs fonctions, ils ont dû affronter les retombées de deux tentatives d'attentat à la voiture piégée à Londres suivies d'un incident similaire le lendemain à Glasgow.

En dépit de leurs prestations musclées devant les médias, où ils ont affirmé que la nation ne serait pas intimidée et que les citoyens ne renonceraient pas sous la menace à leurs activités quotidiennes, la véritable réponse du gouvernement semble moins cohérente et moins résolue.

Suivant les conseils du Centre conjoint d'analyse du terrorisme, la cote d'alerte pour les actes terroristes provenant de l'étranger a été haussée de «sévère» à «critique» pour une période de trois jours. Cela laissait entendre qu'une attaque additionnelle n'était pas seulement «hautement probable». Elle était jugée «imminente».

De fait, un système d'alerte mis en place depuis près d'un an venait d'être utilisé à des fins politiques – pour calmer l'inquiétude publique et détourner le blâme advenant un nouvel incident – et non comme un avertissement fondé sur des renseignements spécifiques. Peut-on alors imaginer le jour où on le réglera à «faible»?

Conséquence inévitable: une série de fausses alertes a perturbé divers aéroports du Royaume-

Uni et le métro de Londres. Ces fausses alertes minent la volonté de résistance bien plus que de véritables attentats terroristes. De fait, le public sait déjà et accepte qu'il soit impossible de garantir une sécurité complète.

Gordon Brown a aussi eu droit à des éloges pour son insistance sur le recours à des mesures de sécurité plus douces, par exemple le besoin de rallier «cœurs et esprits». Mais il faudra de la substance pour y arriver. Nous savons qui nous affrontons, mais à quoi au juste sert la Grande-Bretagne au 21^e siècle?

Vision claire

Sans vision claire de l'avenir, sans projet au sein duquel les gens peuvent s'engager, cette démarche ne passera probablement pas l'étape de l'aspiration. Le faible nombre de nihilistes violents dans notre pays s'alimente à même des couches plus

Il serait préférable de situer ces attentats gratuits dans le contexte d'un débat plus large sur la décadence et la dégénérescence occidentales, et non dans celui d'un simple débat religieux.

larges de la société – Blancs et Noirs – où les vies manquent de sens et de finalité. Loin d'être des anti-impérialistes traditionnels, ces terroristes puisent dans une puissante mixture de conservatisme social et d'anticonsumérisme radical. Ainsi, plutôt que de cibler le gouvernement, les terroristes ont maintenant dans leur mire des jeunes femmes dans des boîtes de nuit ou des gens ordinaires en vacances.

Il serait préférable de situer ces attentats gratuits dans le contexte d'un débat plus large sur la décadence et la dégénérescence occidentales, et non dans celui d'un simple débat religieux.

L'islam est leur cadre bien plus que leur motif. Voilà pourquoi des visages blancs ont commencé à poindre sur les radars du contreterrorisme.

Nous ne devrions pas nous surprendre que certains soient des professionnels intelligents. Le terroriste a, plus que l'ensemble de la population, la chance d'être issu de la classe moyenne et d'avoir une éducation supérieure. Aucun filtre n'empêcherait ces personnes de passer. Après tout, dans une société libre, nous pourrions tous changer d'idée.

De tels individus ne peuvent miner nos sociétés – à moins que nous les autorisions à le faire par la faiblesse de nos réponses. Quand le premier ministre parle de défendre «nos valeurs» ou notre «mode de vie», on doit lui demander ce que vient faire là-dedans la détention sans accusation pendant trois mois.

Nous qui valorisons la liberté et la démocratie, nous devons poser des questions gênantes. Nous devons demander pourquoi nos libertés semblent être sapées sur une base quasi quotidienne – les incidents londoniens sont survenus le jour où il est devenu interdit de fumer dans les lieux publics – tandis qu'une majorité de jeunes ne se donnent même pas la peine de voter.

Les professionnels de la sécurité et des services d'urgence doivent pouvoir faire leur boulot, loin des regards du public et des médias, et nous devons faire le nôtre. En tant que citoyens, nous devrions notamment entamer un débat musclé sur le genre de société dans laquelle nous souhaitons vivre – pas seulement pour les musulmans mais pour nous tous.

Jusqu'à un certain point, le nouveau premier ministre a fait des déclarations plus mesurées que son prédécesseur. Mais le temps est venu de passer de la parole aux actes. Plutôt que de vivre selon la maxime «Deux précautions valent mieux qu'une», le temps n'est-il pas venu de rappeler à nos dirigeants cette autre maxime: «Qui ne risque rien n'a rien.» Il faut livrer la marchandise.

Histoire de trous



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

En trois jours, j'ai été témoin de trois incidents provoqués par les trous et les craques dans les rues et les trottoirs de Montréal. Pas des drames. Des petites histoires ordinaires, mais qui ne se seraient pas produites il y a une dizaine d'années.

Je ne veux pas faire de grandes analyses là-dessus, nommer des coupables, réfléchir aux causes du problème, ou me lancer dans de longues considérations sur le contexte budgétaire. Non. Seulement réfléchir un peu à cette transformation de la réalité urbaine qui rend la vie dans nos villes un petit peu plus compliquée, un petit peu plus dangereuse.

Le premier incident s'est produit il y a deux semaines, en début de soirée. Ma fille jouait dans la rue avec une petite amie en visite avec ses parents. La copine s'est pris le pied dans un nid-de-poule, un trou de trois ou quatre centimètres, d'une vingtaine de centimètres de diamètre, et elle s'est ouvert le genou. Son papa, au lieu de venir au restaurant comme prévu, a passé la soirée à Sainte-Justine, le temps qu'on gèle le genou, qu'on nettoie la plaie et qu'on la referme.

J'ai consacré des heures de réflexion aux trous et aux craques dans les rues. Parce que je fais du jogging.

Le lendemain, toujours sur notre bout de rue, une jeune femme qui passait le soir en vélo a fait une culbute quand sa roue avant s'est prise dans un autre trou. Une espèce de cuvette, imposante, un bon 12 centimètres de creux et 25 de large, que les automobilistes de la rue ont appris à éviter en zigzaguant, comme en Amérique latine.

Je ne dis pas où j'habite, pour ne pas accabler inutilement l'administration de l'arrondissement, car je sais que c'est partout pareil. Mais depuis, quelqu'un a placé un cône orange dans le fond de cette cuvette. Personne ne sait s'il s'agit d'une intervention de la Ville ou l'initiative d'un citoyen tanné.

Troisième incident, un jour plus tard: nous roulions en auto en famille dans le centre-ville quand nous avons vu une vieille dame étendue sur le trottoir. Je me suis arrêté pour lui porter secours. La vieille dame, une touriste, n'était pas blessée. Mais elle n'était pas capable de se relever après avoir chuté. Elle s'était enfargée dans une grosse craque du trottoir qu'elle était incapable de voir.

J'ai dit que je ne ferais pas de grandes analyses. Mais la vérité, c'est que j'ai consacré des heures et des heures de réflexion aux trous et aux craques dans les rues. Parce que je fais du jogging. Mon circuit est carrément lunaire et il faut vraiment regarder par terre pour ne pas se planter. Et comme, en jogging, l'esprit vagabonde, j'ai beaucoup pensé à ces trous tout en courant.

Le printemps dernier, il s'est passé quelque chose. Un employé de la Ville a encerclé les crevasses et les nids-de-poules les plus significatifs avec une bombe de peinture blanche. Ce qui était intrigant, c'est que plein de trous, pourtant pas mal plus costauds, avaient été oubliés par le graphiste municipal. Je cherchais la logique: pourquoi avoir encerclé ce trou-ci et pas celui-là? Je n'ai jamais réussi à trouver le pattern.

À mesure que les semaines passaient, les trous n'étaient toujours pas réparés, mais la peinture s'effaçait à vue d'œil. Suspense: les gars de la voirie arriveraient-ils avant que la peinture disparaisse? Faudrait-il recommencer le complexe et mystérieux travail de sélection?

En fin de compte, le gros du travail a été fait. La plupart des trous encerclés ont été bouchés. Mais pas tous! Il en reste. Encore un mystère. Y a-t-il une norme qui m'échappe? Ou une règle syndicale? Ou un mécanisme neurologique: il y a tellement de trous que le cerveau humain finit par ne plus les voir?

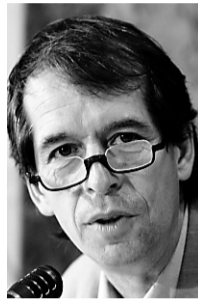
J'ai dit que je ne voulais pas critiquer qui que ce soit. Je voudrais donc plutôt faire des suggestions constructives. D'abord, pour la Ville. Il faudrait penser à une nouvelle signalisation pour indiquer le degré de difficulté des rues, leur niveau de dangerosité, un peu comme pour les pentes de ski: du vert pour les rues familiales sécuritaires, du bleu pour les rues comportant un niveau de dangerosité intermédiaire et du noir pour les expertes. De plus, on pourrait voir différents types de signalisation, comme un double losange pour indiquer qu'il ne faut pas emprunter la rue en vélo le soir.

Ensuite, une initiative citoyenne. Soyons à la mode. Les Montréalais devraient toujours garder un peu d'asphalte pour boucher eux-mêmes les nids-de-poule devant chez eux. Il y a bien sûr des risques. Qu'un zélé, à la Ville, flairant la mine d'or, force les citoyens à obtenir des permis d'asphaltage. Ou que les cols bleus n'apprécient pas et réagissent avec leur légendaire virilité.

Nous errons!

Pourquoi tout ce chichi autour de la crise transitoire de l'adolescence? Pourquoi n'y voyons-nous pas plutôt les années Lumières de la vie?

CAMIL BOUCHARD



Psychologue réputé pour ses recherches sur les enfants, l'auteur est député de Vachon à l'Assemblée nationale. Voici un extrait d'une allocution qu'il livre aujourd'hui dans le cadre

du congrès de l'International Society for Adolescent Psychiatry and Psychology, à Montréal. Vous pourrez lire le texte complet de cette présentation sur cybepresse.ca/opinions.

En tout respect pour celles et ceux qui pensent autrement, je vous propose que nous errons, peut-être lourdement, en traitant l'adolescence comme une transition, une transition qu'il nous faut endurer et dont il faut espérer qu'elle aboutisse enfin quelque part, sans trop de casse.

Depuis 1991, depuis la publication d'*Un Québec fou de ses enfants*, j'ai entendu des dizaines de fois, sinon des centaines, l'affirmation selon laquelle nos enfants sont précieux parce qu'ils sont notre avenir, notre futur.

Et à chaque fois, j'ai dû réprimer une immense envie de crier: «Fichez-moi la paix avec ça! Les enfants ne sont pas la richesse de demain. Ils sont là, maintenant, et ils ont des droits ici et maintenant, et le bien-être de leur enfance, le bonheur de leur enfance ne leur donnent pas rendez-vous autrement que maintenant!»

Il en va de même pour nos adolescents. Pendant que nous pensons à eux comme s'ils étaient en transition, nous nous les représentons ailleurs, vers autre chose, ils nous échappent. Nous regardons ailleurs, nous les espérons ailleurs, alors qu'ils sont là aujourd'hui en train de développer, en pratiquant tant bien que mal, leur citoyenneté civique, leur citoyenneté politique et leur citoyenneté sociale.

Et s'ils ne sont pas en train de pratiquer leur citoyenneté, la faute nous en revient.

Ils ne sont ni en incubateur, ni en itinérance, ni dans une espèce d'antichambre de leur citoyenneté, mais là, présents, actifs à nos côtés, dans nos communautés, dans nos institutions.

Les lumières de la vie

Pourquoi tout ce chichi autour de la crise transitoire de l'adolescence? Pourquoi n'y voyons-nous pas plutôt les années lumières de la vie?

Je vois l'adolescence comme les années d'une formidable cohabitation des contraires, comme durant les années Lumières, ces années du XVIII^e hésitantes entre le modèle humain du «bon



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Les adolescents ne sont ni en incubateur, ni en itinérance, ni dans une espèce d'antichambre de leur citoyenneté, mais là, présents, actifs à nos côtés, dans nos communautés, dans nos institutions.

sauvage» et de «l'homme civilisé», ces années fécondes de débats, de tensions, de liberté d'esprit, de responsabilité durant lesquelles tous et chacun étaient invités au courage de se définir soi-même. Ces années de vertige.

Des années où il n'y eut, pour ainsi dire, qu'un seul interdit: celui d'interdire.

Des années où le dogme, l'autorité épiscopale, la royauté, la certitude prescrite, les normes rigides auront été mises en cause et mises au banc. Des années d'adolescence. (...)

Alors que selon des études épidémiologiques québécoises le taux d'adolescent éprouvant des difficultés d'adaptation ou des problèmes de santé mentale se situerait autour de 17 %, moins du tiers de ces adolescents ont accès à des services d'aide.

Les années Lumières auront été l'adolescence de la civilisation moderne comme l'adolescence est les années Lumières de la vie.

Devons-nous craindre ces années, les harnacher, les contraindre, les tolérer,

les ignorer, les guérir ou au contraire les chérir, les enrichir, les alimenter, en reconnaître la force et mettre cette force à contribution dans la construction d'une société plus juste, plus égalitaire, plus riche et plus heureuse? (...)

Les problèmes des adolescents sont réels et j'apprécie les efforts que nos institutions déploient pour en réduire à la fois l'intensité et la fréquence. Et cela dans un contexte, au Québec en tous les cas, de manque de ressources évident.

Alors que selon des études épidémiologiques québécoises le taux d'adolescents éprouvant des difficultés d'adaptation ou des problèmes de santé mentale se situerait autour de 17 %, moins du tiers de ces adolescents ont accès à des services d'aide. Il y a manifestement là un premier défi très important à relever pour arriver à offrir à ces adolescents des services d'aide qui arrivent tôt dans la manifestation de leur malaise ou de leur problème.

Cela dit, il nous manque, je crois, une approche résolument axée sur le développement qui reconnaît la capacité des adolescents de se prendre en main si on leur en fournit les occasions, si

les communautés se mobilisent autour de cette capacité et si nos actions mettent l'accent sur l'acquisition d'habiletés, de compétences, et sur leur participation appréciée, voire indispensable à la vie de la communauté. (...)

Une présence vibrante et percutante

(...) Le 5 avril 1995, à Beaconsfield, une banlieue cossue de l'ouest de Montréal, trois adolescents – de 13, 14 et 15 ans – exécutaient en pleine nuit Frank Toope, pasteur anglican de 70 ans, et sa compagne Jocelyn, 75 ans. À coups de bâton de baseball. Bêtement. Cruellement. Gratuitement.

Tout le Québec en était consterné. Les journaux du lendemain regorgeaient de statistiques illustrant l'augmentation importante de crimes violents chez les jeunes (sans faire pour autant état de la même augmentation chez les adultes) durant les 10 années antérieures et de demandes des lecteurs pour durcir la loi envers les mineurs.

Deux mois après l'événement, les députés de la région, Geoff Kelley et Russ William (formidables animateurs de leur communauté et, je l'apprends plus tard une fois élu à l'Assemblée nationale, redoutables adversaires politiques) m'invitaient à rencontrer des gens de cette municipalité, question de faire le *post-mortem* et de voir comment la communauté pouvait arriver à s'en remettre et à se mobiliser.

Ils m'avaient dit qu'il y aurait entre 30 et 40 personnes. C'était sans compter sur l'effet du choc créé par l'événement: il s'en trouvait plutôt entre 400 et 500.

Mais il y avait plus que cela: autour de la salle se dressaient des tables, des kiosques de tout ce que la communauté comptait de ressources tant au niveau des loisirs qu'au niveau des services sociaux, religieux ou scolaires. Certainement entre 25 et 30 de ces groupes. La communauté était déjà en mode de mobilisation. Mon travail était fait.

Ce soir-là, un collègue psychologue, clinicien réputé de l'adolescence en perdition, entreprit d'expliquer ce qui s'était passé le soir du drame. L'essentiel de son discours tenait à ce que l'incident relevait d'un pur cas de psychopathie fusionnelle de groupe. Un cas rare de folie à trois dont on n'était pas près de revivre la répétition, tentait-il de persuader la foule polie.

Témoignages

Puis vinrent les jeunes. J'ai encore en mémoire les très nombreux témoignages de ces adolescentes et de ces adolescents se présentant au micro et venant affirmer devant tout le monde comment les services, les organisations bénévoles de leur communauté les avaient aidés dans leur développement.

Et invitant la communauté à soutenir ces organisations, à les aider davantage. Un plaidoyer vibrant en faveur d'une

communauté vibrante. Devinez qui entre les experts et les jeunes ont fait le plus de bien aux personnes présentes ce soir-là.

Devant une communauté qui se culpabilisait, et devant un expert qui s'affairait à la déculpabiliser en ramenant l'événement à ses composantes psychopathologiques, les jeunes indiquaient éloquentement et clairement comment la communauté devait, malgré ce drame, continuer à faire ce qu'elle avait entrepris de faire depuis des décennies: les accompagner dans leur développement, et faire mieux encore.

Après ces témoignages, d'autres venant ceux-là des adultes engagés dans leur communauté, traduisaient une volonté de mieux faire le monitoring de leurs jeunes, de mieux identifier les plus vulnérables et de mieux encadrer et soutenir leurs adolescents.

Cette communauté avait été successivement ébranlée par ses jeunes, et mobilisée par ses jeunes.

Je n'ai jamais oublié cette soirée et la force que peut représenter l'implication des jeunes dans la solution des problèmes de leur environnement. Depuis, je n'ai eu de cesse de noter la présence souvent vibrante et percutante des adolescents dans nos milieux de vie.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453

cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363

petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816

deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320

carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

C'est HOT LIQUIDATION

jusqu'à 50%

Choix de plus de 50 ensembles!

45%

199\$

Doral
4 chaises - 1 table 40"
rég.: 364\$

50%

229\$

Rideaux
4 chaises - 1 table 38" x 60"
rég.: 459\$

41%

299\$

San Andres
4 chaises - 1 table 38" x 66"
rég.: 509\$

45%

499\$

Brunello
4 chaises - 1 table 38" x 66"
rég.: 919\$

50%

459\$

Windsor
4 chaises - 1 table 38" x 60"
rég.: 929\$

50%

339\$

Fleur de Lys
4 chaises - 1 table 38" x 66"
rég.: 679\$

À l'achat d'une
Piscine hors terre

Obtenez **50%** de rabais sur équipements sélectionnés.

Rabais jusqu'à **2500\$**

72 heures Top chrono Livraison

Spas **4499\$** à partir de